

8 janvier 2007 – Palais du Luxembourg Paris

**10^e rencontres FARRE
de l'agriculture
raisonnée**

Sommaire

Accueil	Erreur ! Signet non défini.
Introduction	4
❖ <i>L'agriculture raisonnée : un atout pour notre agriculture</i>	4
❖ <i>L'agriculture raisonnée : une démarche exigeante</i>	6
❖ <i>La visibilité de la démarche d'agriculture raisonnée</i>	6
❖ <i>Conclusion</i>	7
Ouverture	8
Le grand témoin des 10^e rencontres	9
Le 21 ^e siècle et ses agriculteurs : la différenciation au coeur de la mondialisation	9
❖ <i>Un paysage agricole mondial bouleversé</i>	9
❖ <i>Les formes multiples de recomposition des paysanneries dans le monde</i>	9
❖ <i>Les nouveaux visages de la France agricole</i>	13
❖ <i>Accompagnons une bipolarité avérée et finalement souhaitable</i>	14
Table ronde / Témoignages d'agriculteurs : « Agriculture raisonnée : qu'est-ce qu'ils y gagnent ? »	16
La valorisation environnementale par la préservation de la biodiversité et la gestion des déchets	16
❖ <i>L'adoption de mesures environnementales</i>	16
❖ <i>Les jachères apicoles</i>	17
❖ <i>Le co-compostage</i>	17
La traçabilité du semis à la farine	18
L'éducation à l'environnement par l'agriculture	19
Le regard du grand témoin	21
Restitution des réponses des candidats à l'élection présidentielle sur leurs projets en matière d'agriculture et d'environnement	22
❖ <i>Tous concernés et tous défenseurs du secteur agricole</i>	22
❖ <i>Comment répondre à ce souci environnemental ?</i>	23
❖ <i>Comment financer cette agriculture nourricière ?</i>	23
❖ <i>Faut-il continuer à aider les agriculteurs ?</i>	23
❖ <i>Et l'agriculture raisonnée dans tout cela</i>	23
Table ronde / Agriculture raisonnée : quelles nouvelles utilités collectives pour la société ?	25
Le nouveau visage de nos campagnes	25
Communiquer sur l'agriculture.....	26
Dynamiser la qualification « agriculture raisonnée »	27
Un soutien conditionnel et légitime.....	28
Le référentiel « agriculture raisonnée » : le seul outil pour satisfaire l'écoconditionnalité	28
Les agriculteurs FARRE : des bâtisseurs de ponts !.....	30
Débat avec la salle	30
Le regard du grand témoin	32
Allocutions de clôture	34
Plus que jamais, l'agriculture a besoin de la recherche !	34
❖ <i>La relation agriculture – société</i>	35

❖	L'instabilité des marchés	35
❖	Le bouillonnement d'initiatives.....	36
	Une agriculture plus productive et plus respectueuse de l'écosystème.....	39
SIGLES	42

Nota bene : les propos de cette journée ne sont pas repris dans leur intégralité, mais ils sont condensés (sauf mention [Texte intégral])

Introduction

DOMINIQUE BUSSEREAU

Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

[Texte intégral]

Bonjour à chacun d'entre vous. Je salue Gérard César, Sénateur très impliqué dans la loi d'orientation agricole puisqu'il en était le rapporteur au Sénat. Je le remercie d'ailleurs de son implication.

Ces 10^e rencontres sur l'agriculture raisonnée sont l'occasion de vous présenter tous mes vœux pour 2007 et de féliciter Christiane Lambert pour les hautes distinctions qu'elle a reçues récemment de la part du président de la République.

Cette 10^e étape devrait permettre d'amorcer une meilleure reconnaissance de l'agriculture raisonnée et je remercie Bernard Guidez, le président de l'association FARRE, d'avoir organisé cette journée sur le thème de la « différenciation par la preuve ». Ce programme appellera de nombreux témoignages d'agriculteurs, ainsi qu'une réflexion sur l'intérêt des candidats à la prochaine élection présidentielle sur le dossier de l'agriculture raisonnée.

Il est essentiel que l'engagement des agriculteurs soit mieux reconnu. L'agriculture raisonnée possède des atouts considérables : le souci de la qualité, le respect de l'environnement, l'attention accordée aux valeurs humaines et sociales. Ce sont de belles ambitions qui répondent pleinement aux attentes de la société à l'égard du monde agricole. Ces ambitions vont prochainement pouvoir être affichées concrètement car un projet de décret a été établi par mes services afin d'améliorer le dispositif du 26 mars 2004 concernant le qualificatif « agriculture raisonnée ». L'enjeu, bien évidemment, est de permettre aux exploitants en agriculture raisonnée d'obtenir une juste reconnaissance et de renforcer par le biais de l'étiquetage le contrat de confiance entre les consommateurs et le monde agricole.

❖ *L'agriculture raisonnée : un atout pour notre agriculture*

Dans le contexte européen d'aujourd'hui renouvelé par la réforme de la Politique agricole commune (PAC), l'agriculture est plus que jamais un secteur stratégique : nous sommes déjà dans la stratégie de « l'après » alors que la réforme actuelle est à peine digérée. La loi d'orientation agricole a essayé d'accompagner l'application de cette réforme en France. Souvent, les parlementaires se plaignent que les lois votées ne sont pas mises en application, mais cette fois, la quasi totalité de la loi d'orientation agricole pourra être mise en oeuvre avant l'été, avec la publication des derniers décrets avant les échéances présidentielles. Ces nouveaux leviers économiques et juridiques permettront d'accroître la compétitivité des secteurs agricoles et de mieux répondre aux attentes de la société.

Les débats qui ont accompagné la loi d'orientation agricole et plus récemment la loi sur l'eau ont été particulièrement riches autour des enjeux environnementaux, qu'il s'agisse de la contribution de l'agriculture et de la forêt à la lutte contre l'effet de serre, de l'affectation d'une partie de la production à l'essor des biocarburants et des biomatériaux, ou bien encore de la gestion des ressources naturelles.

Je me félicite à cette occasion que les efforts consentis par les agriculteurs soient aujourd'hui mieux reconnus. Cette reconnaissance donne du sens à la démarche d'agriculture raisonnée.

L'agriculture raisonnée est une démarche globale de gestion de l'exploitation qui renforce les impacts positifs des pratiques agricoles sur l'environnement sans remettre en cause la compétitivité et la rentabilité de l'exploitation. **La démarche permet par conséquent de mieux répondre aux attentes des citoyens et des consommateurs.** Par différents dispositifs, le Gouvernement a souhaité accompagner les agriculteurs dans une gestion d'exploitation intégrant les dimensions environnementales.

Ainsi, à l'image du plan bâtiments d'élevage¹, bien connu des agriculteurs, un nouveau plan montera en régime (financièrement) : le plan végétal pour l'environnement qui répond au souci global de mieux préserver la ressource naturelle. Ce dispositif soutiendra l'acquisition de matériels agricoles favorables aux pratiques raisonnées et la réduction des intrants (phytosanitaires, engrais, eau). Le dialogue avec la société a été encouragé, avec notamment l'organisation des Assises de l'agriculture, mais aussi à l'occasion des larges consultations menées à l'amont du plan de réduction de l'utilisation des pesticides. Une action volontariste a été conduite en matière de valorisation énergétique des produits agricoles, dans le cadre de la lutte contre les gaz à effets de serre et le réchauffement climatique.

Dans le cadre large de toutes les actions menées en faveur des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, **la démarche de qualification de l'agriculture raisonnée est remarquable compte tenu de son double caractère volontaire et ambitieux.** Les caractéristiques de l'agriculture raisonnée et ses moyens sont ici connus de tous : ajuster la fertilisation en fonction des sols, équilibrer la nutrition des animaux, améliorer les pratiques culturales et les techniques d'élevage, viser la bonne santé des animaux et des végétaux, organiser la rotation des cultures, respecter la faune, l'environnement naturel et la biodiversité.... Ce sont aussi des domaines où l'implication de la recherche est nécessaire.

C'est aussi un pari difficile : la maîtrise de l'impact environnemental et la compétitivité des exploitations doivent rester compatibles. Je pense, comme tous ceux qui ont adhéré à l'agriculture raisonnée, que ce pari est réalisable mais cette difficulté explique le démarrage lent des qualifications depuis avril 2004 et la nécessité d'abaisser, dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable, l'objectif d'exploitations qualifiées pour 2008. Il y a là un paradoxe puisque les consommateurs sont favorables à une évaluation rigoureuse de l'impact sur l'environnement et à de nouvelles orientations de notre politique agricole en ce sens. C'est pourquoi les efforts de l'Etat doivent être intensifiés. Je me souviens avoir soutenu votre démarche en annonçant il y a 2 ans les 1 000 premiers panneaux offerts aux exploitations, la mise en place de l'aide pour les qualifiés, la réduction de la pression de contrôle. Je suis persuadé que cette situation peut être améliorée et qu'à partir d'un certain seuil critique, le processus des qualifications devrait s'accélérer. Il faut maintenant travailler sur la reconnaissance et la lisibilité des efforts consentis.

Le dispositif agriculture raisonnée porte aussi sur l'ensemble des conditions de production. Il doit donc être distingué des signes d'origine et de qualité qui concernent d'abord le produit. La démarche de qualification des exploitations est une démarche volontaire qui reflète l'engagement personnel de l'exploitant en faveur de l'environnement et d'un certain nombre de valeurs humaines et sociales.

¹ Plan de modernisation des bâtiments d'élevage lancé le 1^{er} janvier 2005

Votre démarche peut être valorisée sous ses trois aspects :

- expliquer la gestion de l'exploitation avec la prise en compte des dimensions environnementales, économiques et sociales
- mettre en œuvre le développement agricole, les activités de conseil au sein du réseau étant essentielles
- communiquer largement afin que le travail des exploitants soit reconnu.

L'agriculture raisonnée peut marquer sa différence à l'égard des autres modes de productions agricoles et être bien comprise afin d'être facteur de diversité et de richesse. Notre agriculture reflète la diversité des hommes et des territoires qui la font vivre.

❖ *L'agriculture raisonnée : une démarche exigeante*

Invité à vos rencontres en janvier 2005, j'avais découvert l'agriculture raisonnée et fait le constat que le projet était devenu réalité. L'agriculture raisonnée traduit aujourd'hui l'engagement de 2 000 producteurs en faveur d'une agriculture durable. C'est donc une réponse volontariste des agriculteurs. Nous devons nous mobiliser afin que les efforts consentis par les exploitants soient payés d'un juste retour.

Le député Antoine Herth, président de la Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations (CNAR) et rapporteur, avec Gérard César, de la loi d'orientation agricole à l'Assemblée, a engagé une démarche de concertation avec la profession agricole. Il a conduit une série d'entretiens avec les partenaires de l'agriculture raisonnée : les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les consommateurs et les organismes certificateurs. L'objectif était d'établir ce qui peut être amélioré dans le dispositif.

Ces échanges montrent que l'agriculture raisonnée peut apporter aujourd'hui quelque chose de très précieux et de très attendu : la gestion durable des ressources naturelles. Il s'agit bien d'une gestion car la compétitivité des exploitations est un facteur à prendre en compte. La CNAR a l'initiative pour faire des propositions et relancer sans attendre la dynamique enclenchée. Les efforts consentis par les exploitants doivent être payés d'un juste retour. Il faut également ébaucher un nouveau dispositif à destination des consommateurs.

❖ *La visibilité de la démarche d'agriculture raisonnée*

Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche soutient l'agriculture raisonnée en octroyant des moyens matériels pour le fonctionnement de la CNAR. Symboliquement, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche a soutenu l'élaboration du panneau d'identification des exploitations qualifiées et la création d'une aide incitative à la qualification des exploitations. **Signe fort de la volonté du Gouvernement et du Parlement, ce programme a été doté de 3 millions d'euros.** Cette aide devrait pouvoir être étendue prochainement aux structures qui s'engagent dans une démarche partenariale avec les exploitations qualifiées. Dans le cadre de la conditionnalité issue de la réforme de la politique agricole commune, l'année 2006 a également vu la qualification évoluer. Les exploitations qualifiées bénéficient désormais d'une présomption favorable de nature à réduire la pression des contrôles. C'est un élément important, dans la mesure où la mise en œuvre de la conditionnalité a été parfois défavorable à la démarche de qualification. Aujourd'hui, la communication sur l'agriculture raisonnée est un impératif collectif. Il s'agit de faire reconnaître directement la démarche par les consommateurs.

Mes services ont préparé un projet de décret, modificatif du décret du 26 mars 2004, concernant l'étiquetage. L'enjeu est de faire comprendre la démarche auprès des consommateurs et de répondre à votre demande légitime de reconnaissance. Cette demande a été relayée et défendue par l'association FARRE qui se mobilise pour la création d'un logo fédérateur.

Je souhaite que la démarche soit reconnue sur les lieux de vente. La marque de communication ou le logo ne peut cependant concerner les produits, puisque l'agriculture raisonnée n'est pas une démarche axée sur le produit mais sur les modes de production. L'affaire est délicate mais j'ai bon espoir que nous parviendrons à mettre en place une stratégie de communication compréhensible et visible dès ce début d'année 2007. Cette démarche devrait faciliter la diffusion de la démarche auprès des exploitants.

❖ *Conclusion*

La reconnaissance des efforts consentis par les exploitants en agriculture raisonnée est un facteur décisif pour l'évolution de l'agriculture de notre pays. En tant que citoyen et pas seulement en tant que ministre, je suis persuadé que les objectifs de l'agriculture raisonnée sont légitimes et je souhaite que cette démarche soit comprise par l'ensemble des acteurs et concrétisée dès cette année sur les lieux de vente. Face à ceux qui considèrent l'agriculture comme hostile à l'environnement, la démarche de l'agriculture raisonnée démontre, pour l'ensemble du monde agricole, l'engagement de ce secteur économique en faveur de l'environnement. Cet effort doit être reconnu et porter les consommateurs. L'agriculture n'a pas à être opposée à l'environnement, ce dernier est un paramètre maintenant intégré dans la gestion des exploitations agricoles toutes entières et des vôtres en particulier.

Je vous souhaite un bon colloque, avec des intervenants de grande qualité. Les candidats aux élections présidentielles, y compris de Chine, vont vous répondre...

Je vous souhaite à tous une très bonne année 2007. J'espère que nous pourrons ensemble tenir nos engagements mais sachez que je serai à vos côtés tant que je remplirai les fonctions qui sont actuellement les miennes.

Ouverture

GERARD CESAR

Président du groupe d'études d'économie agricole et alimentaire du Sénat

Mes chers collègues députés et sénateurs, mesdames et messieurs les présidents et directeurs, mesdames et messieurs, je me félicite d'accueillir les 10^e rencontres de l'agriculture raisonnée au Sénat. Je remercie le président du Sénat, Christian Poncelet, d'avoir accepté que cette manifestation se déroule sous son haut patronage, témoignant ainsi de l'importance accordée à la relation entre agriculture et environnement. Ainsi, au lendemain de l'adoption du projet de la loi sur l'eau, le Sénat accueillait également un colloque consacré au nouveau visage de l'agriculture et à ses rapports avec la ressource en eau.

Je remercie le ministre délégué à l'Enseignement supérieur à la Recherche, François Goulard, de rappeler par sa présence toute l'importance de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche dans le domaine agricole. Je remercie également chacun des participants aux deux tables rondes : leurs compétences et la diversité de leurs origines contribueront à la richesse des débats rassemblant agriculteurs, chercheurs, parlementaires, responsables associatifs et journalistes. Ces deux tables rondes sont complémentaires. La première sera centrée sur les avantages concrets de l'agriculture raisonnée et animée par quatre agriculteurs membres du réseau FARRE. Ils nous démontreront que cette forme moderne d'agriculture, au-delà de ces effets environnementaux vertueux, est économiquement viable et riche en terme d'éducation et de transmission de valeurs. La seconde table ronde est consacrée aux retombées positives de l'agriculture sur la société : la préservation de l'environnement et de la biodiversité, l'attrait touristique... Les externalités positives de cette forme d'agriculture responsable sont nombreuses. Les intervenants nous éclaireront ensuite sur la nouvelle PAC (notamment ses effets sur la rétribution des pratiques vertueuses), le cadre réglementaire, le point de vue de la profession agricole, les actions de l'Agence française d'information et de communication agricole et rurale (AFICAR). Notre grand témoin, Bertrand Hervieu, apportera un point de vue trop rarement exposé en agriculture, celui d'un sociologue, sur les questions soulevées.

Bernard Guidez et Gilles Block clôtureront ce colloque animé par Oliver de Lagarde et sous le regard expert de Bertrand Hervieu, chargé de replacer nos échanges dans un cadre supra national.

Olivier de LAGARDE

Bertrand Hervieu, secrétaire général du CIHEAM, ancien président de l'Institut national de recherche agronomique (INRA), directeur de recherche au Centre national de recherche scientifique (CNRS) et conseiller auprès de nombreux ministres, est le grand témoin de ces rencontres.

Le grand témoin des 10^e rencontres

Le 21^e siècle et ses agriculteurs : la différenciation au coeur de la mondialisation

BERTRAND HERVIEU

Sociologue, secrétaire général du CIHEAM

[Texte intégral]

Je vous propose d'ouvrir votre réflexion sur la « différenciation par la preuve » par la mondialisation. Ce choix est ambitieux mais il ne faut pas reculer devant cette réalité qui touche profondément l'agriculture et particulièrement l'agriculture française.

❖ *Un paysage agricole mondial bouleversé*

En effet, vous ne le savez peut-être pas, mais l'année 2007 s'ouvre sur un constat particulièrement intéressant pour l'agriculture et le monde : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population urbaine mondiale dépasse la population rurale. Ce véritable cap pour l'histoire de l'humanité accompagne deux phénomènes graves pour le monde agricole :

- des voix s'élèvent pour signifier que la population rurale, bien qu'en déclin, est encore trop nombreuse, tout comme la population agricole : avec une population agricole active de 10 à 15 %, le monde serait plus facile à gérer, à gouverner et à développer. Quel est donc l'avenir des 20 ou 30 % de population active dont la mondialisation n'aurait pas besoin pour assurer son épanouissement et son développement ?

- cette population paysanne – si elle est moins nombreuse que la population urbaine – n'a pourtant jamais été aussi nombreuse à la surface de la terre compte tenu de l'explosion démographique.

Alors comment penser cette entrée dans le 21^e siècle ? Quelle est la place des agriculteurs et des agricultures dans ce monde globalisé alors que nous avons encore en tête les schémas de pensée qui ont construit nos analyses et nos pensées de la deuxième moitié du 20^e siècle ?

Ce schéma de pensée traçait la fin des paysans. Cette fin a d'abord été comprise comme le déclenchement de l'exode paysan pour ceux qui partaient, et pour les autres comme le passage d'un état assigné par naissance à un métier conquis et assumé, une première dans l'histoire de ce secteur ! Nous avons sans doute un peu oublié que cette « fin des paysans », pensée sur le modèle occidental, s'accompagnait d'autres phénomènes encore plus massifs à la surface de la terre : les grands mouvements de collectivisation puis de décollectivisation, de colonisation et de décolonisation, ainsi que le maintien, dans un très grand nombre de pays, voire de continents, d'une agriculture de subsistance, qui n'était pas à proprement parler une agriculture paysanne.

❖ *Les formes multiples de recomposition des paysanneries dans le monde*

Comment comprendre les processus auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ?

Je propose d'une façon très simplifiée mais qui permet de construire quelques repères brutaux dans cette espace trois polarités définissant la reconstruction des agricultures dans le monde.

Le premier pôle est celui de **l'agriculture de firmes** : une agriculture hautement financiarisée, parfois hautement technique, très peu régulée et au mieux, régulée par le marché boursier. Cette agriculture là, nous la rencontrons d'abord bien sûr au Brésil, dans le bassin de l'Amazone ou encore dans les grandes terres du Tchernozium arrosées par la Volga (où, en période de décollectivatisation, les dispositifs mafieux sont clairement à l'œuvre).

Nous voyons apparaître dans cette agriculture de firmes, à côté d'une compréhension des grands marchés mondiaux, de nouvelles formes de servage, des non-droits pour des « travailleurs de la terre » puisqu'ils ne peuvent même être appelés des salariés de l'agriculture. Ces nouvelles formes de servage se rencontrent d'ailleurs également en Europe comme l'illustre le scandale mis à jour par des journalistes italiens sur le statut de travailleur saisonnier dans une grande partie du Mezzogiorno. L'agriculture de firmes est flanquée d'une agriculture construite à partir d'un modèle agricole familial. Je pense notamment à la situation de l'Argentine, déstabilisée par des processus financiers accélérés qui produisent une intégration d'agricultures qui ont été familiales, mais qui en réalité ne le sont plus. La situation de l'Australie entre également dans ce cas de figure.

Le second pôle est celui de la paysannerie, terme sous lequel se cache une grande armée de populations toutes préoccupées de leur survie et qui sont loin du marché, des savoirs, des techniques, de l'eau et des formes de structurations sociales complexes. Je pense là au continent africain et aux agricultures andines – fortement déstructurées par 20 ans de processus d'allers et retours entre de grandes ambitions de réformes agraires - qui sont aujourd'hui livrées à elles-mêmes. Ces agricultures ne sont ni des agricultures familiales, ni des agricultures de firmes, mais elles connaissent un phénomène nouveau et très important : **ces agricultures sont coupées de leur propre marché local et national**. Autour de la question paysanne de ces continents ou sous-continent, nous voyons apparaître non seulement une cassure Nord-Sud – que nous connaissons bien – mais aussi une cassure Sud-Sud. En effet, les populations urbaines littoralisées, déjà à l'heure de la mondialisation à travers l'information et les marchés, sont tournées vers le grand large et détournées de leurs territoires intérieurs. Des populations paysannes, comme en Afrique, sont ainsi coupées des réalités de leur propre nation ou continent et coupées de tout marché et de tout processus de développement. Le cas de la Méditerranée en est un très bon exemple. Par mes fonctions, je suis particulièrement attelé à cet espace qui n'est ni un continent, ni une région et qui s'est construit par et dans le conflit. Nous constatons aujourd'hui en Méditerranée un recul des populations paysannes vers l'intérieur, tandis que tout le sillon urbain – d'Agadir à Istanbul – s'alimente complètement sur le marché international. Les paysanneries de l'intérieur n'ont même plus accès aux grands marchés urbains de la côte méditerranéenne : elles sont totalement privées de marché. Ces paysanneries n'ont plus le choix d'un exode urbain, comme par le passé, mais seulement celui des grandes migrations internationales – dont nous savons qu'elles sont lourdes, puissantes et déstabilisantes pour les ordres régionaux en cours de construction.

Le troisième pôle est celui des agricultures familiales à proprement parler. Mais force est de constater en ce début de 21^e siècle qu'en réfléchissant à cette agriculture familiale à l'européenne – pensée dans les cadres de références européens transportés jusqu'au Sud du Brésil et à l'Est des Etats-Unis (car les agricultures familiales migrantes du 19^e et du 20^e siècle les y ont transplantés et

développées) – même si nous occupons des positions antagonistes sur la place internationale, nous sommes tous culturellement issus du même moule et complètement baignés des mêmes référents.

Néanmoins, la première civilisation paysanne ne fut pas européenne mais chinoise. Aujourd'hui, en Chine, la déstabilisation de l'agriculture familiale provoque le départ de leurs villages de 100 millions de paysans chinois. Ceux-ci, appelés les « paysans flottants », quittent leurs villages sans autorisation et sans papiers et errent sur les routes vers les grands marchés du travail (de la construction, des infrastructures...) du sillon littoral de la mer de Chine. Partis de la Chine de l'intérieur, ils ont de grandes difficultés à construire un mouvement d'aller et retour, ne serait-ce que dans les flux monétaires entre ces migrants et les communautés d'origine. A côté de cela, de Pékin à Hong Kong, une agriculture – pas même périurbaine mais urbaine – se met en place. Cette agriculture est extraordinairement développée, affranchie du territoire, de l'environnement et des règles classiques de la construction de l'agriculture chinoise. Cette agriculture urbaine a devant elle le grand marché de la Chine urbaine qui se développe à grands pas.

Je pourrais également évoquer une autre cassure, celle de l'agriculture de l'Inde, qui a tenté dans sa « révolution doublement verte », comme l'appelle Michel Griffon, de s'appuyer profondément sur la revitalisation des agricultures familiales et qui est aujourd'hui prise dans une spirale d'intégration extrêmement violente. Ainsi, une sorte d'« épidémie de suicide » gagne les paysans indiens dans des proportions si surprenantes qu'elle est difficile à interpréter.

Il existe une agriculture du continent asiatique fascinante, qui n'est pas dans une phase de déstabilisation mais en phase de croissance et de développement, c'est l'agriculture vietnamienne. Le Vietnam est en effet doté d'une agriculture familiale extrêmement industrielle, marchande et développée. Cette agriculture a en 15 ans permis au Vietnam, pays qui était en guerre, de devenir un grand exportateur international. Ce pays illustre le mieux au monde ce qu'est la quintessence de l'agriculture paysanne, comme le fut la France probablement entre 1890 et 1914.

L'agriculture familiale en France et en Europe est fondée sur un modèle européen qui s'est construit en trois ou quatre siècles selon les pays. Ainsi ce modèle, cassé dès le 19^e en Grande-Bretagne puis reconstruit aux Etats-Unis et au Canada, est aujourd'hui un dispositif complètement écartelé et pris dans un phénomène de bipolarisation : **nous n'avons pas deux types d'agriculture mais un éventail immense d'agricultures** allant d'un pôle à l'autre. Ce modèle ne correspond plus au modèle familial d'entre les deux guerres ni au modèle basé sur deux unités travail homme/année, mis en place après la seconde guerre mondiale. L'agriculture du 21^e siècle n'est pas sans avenir mais connaît un grand tournant de déstructuration et de restructuration de la relation entre l'activité familiale, le patrimoine familial, l'activité économique de production et la mise en marché.

❖ *Les formes multiples de recomposition des paysanneries dans le monde*

Face à ces évolutions, qui ne sont pas plus complexes ni plus difficiles à appréhender que ne l'était le paysage de l'agriculture du milieu du 20^e siècle, nous devons faire un effort pour repenser, dans d'autres cadres, cette approche de la production agricole. Quoiqu'il en soit, nous devons penser que **ce modèle familial ne va pas de soi, qu'il n'est pas le seul ayant cours dans le monde et qu'il n'est pas le seul acteur de la production agricole dans une globalisation accélérée.**

Si nous le désirons, nous devons revisiter très profondément ce modèle familial pour le refonder et reconstruire sa pertinence au regard de ces évolutions.

Dans cette reconfiguration qui marque le début du 21^e siècle, je retiendrais trois éléments importants :

- **le monde est dominé par l'urbanité, la globalité et l'instantanéité** de l'information. Ce monde se confronte à des sociétés paysannes qui ont encore mémoire de leurs cultures (inscrites dans le temps long, dans le temps cyclique et dans la localité, chaque société se pensant comme le centre du monde)
- **les modèles familiaux éclatent et une multiplicité de situations émerge** : il n'y a pas de modèle imposé en ce début du 21^e siècle. Le 20^e siècle a été une période de tension entre différentes formes de production : les Français – pas seulement les politiques et les professionnels de l'agriculture, mais aussi les chercheurs (au regard de la production intellectuelle française du 20^e siècle dans les domaines de l'économie, de la sociologie et de l'histoire) – ont pensé ou ont fait comme s'ils pensaient que la forme triomphante – et qui devait triompher - du mode de production agricole était la forme familiale. Or ceci n'est pas avéré et n'est pas universel
- **partout dans monde** avec des temporalités, des mots et des préoccupations différents, **la question environnementale est aujourd'hui non pas partagée mais présente.**

Face à cela, pour construire cette refondation – le mot est peut-être mal choisi – je vous propose d'articuler trois regards et non un seul.

Le défi qui nous est lancé est d'articuler d'abord **un regard sur la planète** : pensons-nous qu'il revient à quelques puissances bien dotées, bien nanties et techniquement armées, d'assurer la subsistance de la planète, non seulement des zones urbaines et littorales grandissantes, mais aussi de l'ensemble des populations paysannes ou anciennement paysannes, soit 700 millions de pauvres et de mal-nutrits qui peuplent la planète ?

Regardons en même temps l'Europe : voulons-nous d'une Europe aux mains de quelques consortiums, de sociétés (financièrement et technologiquement très avancées) capables – depuis les plaines du Danube jusqu'à la Pouchka hongroise – d'assurer très largement le niveau de production que connaît l'Europe dans des conditions de productivité encore démultipliées... ou voulons-nous une Europe qui assure à la fois une place dominante – ou prédominante – dans le concert mondial et international, une place influente dans la géopolitique de l'alimentation et de la faim, en même temps qui soit capable d'inventer d'autres modèles de développement, de production, de nouveaux segments de marché, et qui soit aussi capable d'assurer une occupation de l'ensemble des territoires et des populations ?

Regardons enfin la France : voulons-nous une France dotée de 100 000 exploitations bien outillées ? Nous savons qu'avec 100 000 ou 150 000 exploitations nous pouvons assurer notre niveau de production actuel. Nous n'avons donc pas besoin de 600 000 ou de 350 000 exploitations. Voudrions-nous laisser aller au fil de l'eau cette concentration qui est un scénario possible de développement (ce scénario appartient au 19^e siècle à bien des égards) ou voulons-nous tenir une position sur les grands marchés mondiaux des commodités avec un tissu de 300 000 ou 350 000 exploitations produisant en même temps des biens marchands, des biens culturels, des biens immatériels, des biens publiques et des biens non marchands, procurant ainsi une richesse à la fois collective et privée ? **Ce modèle complexe essaie de penser non pas un seul mode de développement mais le développement dans une pluralité d'approches.**

Une de nos grandes difficultés est d'arriver à penser une orientation du développement des agricultures et non pas de l'agriculture.

Pour y parvenir au-delà de ces trois regards, je crois qu'il faut travailler sur l'accompagnement ou le redressement des quatre grandes tendances qui sont à l'œuvre non pas seulement dans l'agriculture mais aussi dans l'ensemble de notre société.

❖ Les nouveaux visages de la France agricole

La première grande tendance est celle de l'environnement. La question environnementale n'est pas « a-économique » ou « pré-économique » mais elle devient une question marchande essentielle pour nos sociétés. Ainsi deux exemples qui illustrent ce propos touchent très profondément l'agriculture : le tourisme² (dans ses dimensions environnementales, paysagères, gastronomiques...) et l'axe nutrition santé qui est la première préoccupation de nos compatriotes, celle pour laquelle ils ont une disposition à payer et à investir la plus forte. La question de l'environnement n'est pas isolée, elle n'est pas seulement une question de demain, elle est une question d'aujourd'hui. L'environnement est également une question économique au regard d'autres secteurs, d'une importance capitale.

La seconde question que je crois très préoccupante pour penser l'agriculture, **est celle de la délocalisation/relocalisation des productions.** Depuis cinquante ans ce phénomène a opéré : la carte agricole de la France du début du 21^e siècle est bien distincte de celle des années 1945-1950. Si nous sommes fiers de cette recomposition – extraordinaire performance – nous devons néanmoins avoir conscience que l'évolution que connaîtra la carte agricole sera encore plus importante dans la première partie du 21^e siècle. La recomposition de très grands bassins de production porcine ou avicole est en cours mais peut encore beaucoup avancer vers l'est, jusqu'à la Russie voire même la Chine. Les bassins de production que nous avons progressivement structurés dans notre pays continueront donc d'être profondément déstabilisés dans les 10 prochaines années (sans que nous sachions précisément comment cette carte agricole se recomposera). Il est important de regarder la façon dont les Pays-Bas et l'Espagne pressentent le rôle prédominant que vont jouer les trois grands géants – le Brésil, l'Inde et la Chine – dans cette relocalisation des productions agricoles.

Le troisième phénomène quotidien – et qui ne touche pas seulement l'agriculture – **est la capacité de réaction collective et territoriale face aux crises** et de construction d'une culture des crises. La dernière décennie du 20^e siècle a constitué une alerte très importante et nous continuons de vivre des phénomènes qui ont des impacts forts sur notre vie politique et culturelle (par exemple la question de l'amiante). Ces phénomènes de crises et de prévention vont encore se déployer : les scientifiques travaillent avec beaucoup d'intérêt sur les maladies émergentes et invasives, sur le bio terrorisme, sur toutes les questions qui touchent le domaine biologique, l'alimentation, l'agriculture...

La quatrième tendance est très française : notre capacité à appréhender les nouvelles formes d'entrée dans le métier d'agriculteur. Il est frappant de constater à quel point les modèles de transmission, d'installation... sont restés fortement imprégnés de la logique des années 60 car cette dernière était une logique de conquête. Ce fut la victoire d'une jeune génération, sur une ancienne génération, dont le symbole a été la décohabitation et qui a donné l'ADJA...

² Si la France est la première destination touristique mondiale, ce n'est pas seulement à cause de son patrimoine culturel et architectural : c'est l'ensemble du pays qui est une destination de désir pour la planète, et ce phénomène croît.

Cette victoire a été telle qu'il est aujourd'hui difficile de toucher à quoi que ce soit. Pour preuve, lorsqu'un ministre élabore son budget, il commence les négociations avec Bercy, mais sur le nombre de dotations aux jeunes agriculteurs, il est sûr d'obtenir satisfaction – il pourra même faire un effet d'annonce sur sa générosité – car les crédits ne seront de toute façon pas consommés, faute de candidats. On peut donc faire comme si on espérait « une installation pour un départ » et surtout « une installation comme un départ », alors qu'approximativement 50 % de la Surface agricole utile (SAU) est détenue, gérée ou cultivée sous des formes sociétaires.

L'irruption des formes sociétaires³ en agriculture (formes multiples qui s'emboîtent les unes dans les autres) a construit un univers complexe, a permis des transmissions aux générations actuelles... Les installations ont encore lieu dans un cadre familial, sur une exploitation individuelle... Toutefois ce n'est plus un couple qui s'installe mais plutôt un jeune seul (la population active agricole connaît un des plus hauts taux de célibat de notre société). A l'autre extrémité, des installations se construisent dans un parcours, certes familial, mais autour de trois, voire quatre générations et avec la présence de « collatéraux » – notamment pour l'acquisition du foncier dont le prix est élevé – et avec des formes juridiques « gigognes »...

Comment repenser la place de l'individu qui veut se construire un parcours professionnel conforme à ses ambitions en tenant compte des difficultés énoncées et sans penser que les habits d'hier peuvent définitivement convenir... En réalité, aujourd'hui **l'agriculture est plus solitaire et sociétaire**.

❖ *Accompagnons une bipolarité avérée et finalement souhaitable*

En conclusion, compte tenu des trois pôles de la restructuration de l'agriculture mondiale formulés, nous serons d'autant mieux armés pour affronter les multiples formes complexes que prend l'agriculture dans la globalisation que nous arriverons à gérer – et non pas à simplifier – la complexité de l'éventail de situations créé par la bipolarisation.

Nous avons devant nous à relever le double défi de :

- penser à des structures foncières – pas seulement des formes de production – capables d'avancer vers la compétitivité sur des grands marchés régulés mais néanmoins déterminants sur les plans géopolitiques et économiques
- faire coexister dans un même secteur économique des formes plus polyvalentes voire même transitoires, construites avec des activités pas uniquement agricoles et dont le revenu est basé à la fois sur des services directs et un salariat extérieur à l'exploitation.

La modernité de l'agriculture aujourd'hui est de répondre à l'aspiration d'une société moderne : **une pluralité de constructions d'insertions dans le secteur économique**, et non un « prêt-à-porter » de parcours de plus en plus individuels.

Il revient aux politiques, aux professionnels, aux journalistes, aux chercheurs... de dévoiler le sens commun d'itinéraires extraordinairement divers – mais non éclatés – avec des communautés et des divergences d'intérêts. A un moment de l'histoire, même si des divergences sont observées, les convergences ne doivent pas être niées. Autour de l'articulation de cette complexité se construit une position originale, et non pas nostalgique, des agricultures – qui ont été paysannes puis familiales – qui seront au 21^e siècle un « au-delà des agricultures paysannes et familiales ».

Merci.

³ Société civile immobilière (SCI), Gestion étude fiscalité agricole (GEFA), Exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL), Groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC), Société civile d'exploitation agricole (SCEA), Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA)...

Olivier de LAGARDE

Quatre agriculteurs nous présentent leurs itinéraires individuels exemplaires.

Yves Debien, agriculteur FARRE installé près de Poitiers, nous présente son engagement dans une filière de compostage de co-produits végétaux.

Table ronde / Témoignages d'agriculteurs : « Agriculture raisonnée : qu'est-ce qu'ils y gagnent ? »

La valorisation environnementale par la préservation de la biodiversité et la gestion des déchets

YVES DEBIEN

Agriculteur FARRE de la Vienne

Notre exploitation fonctionne sous le régime d'une SCEA montée avec un associé (qui n'appartient pas à ma famille). Notre entreprise emploie quatre salariés dont deux sont des femmes. Notre élevage compte environ 200 truies (naiseur-engraisseur) et exploite 350 hectares de céréales traditionnelles.

La situation géographique de l'exploitation à proximité d'une grande ville (8 km de Poitiers) a constitué un de ses premiers handicaps, mais nous l'avons retourné en notre faveur !

Basée sur une commune de 2 200 habitants qui a doublé sa population en 15 ans, notre exploitation agricole multiplie les inconvénients : l'odeur de l'élevage porcin, l'emploi de pesticides, la pollution des nappes phréatiques, le prélèvement d'eau pour l'irrigation...

Malgré tout, nous sommes décidés à perpétuer notre activité, engagée depuis six générations d'agriculteurs, et à l'améliorer.

❖ *L'adoption de mesures environnementales*

Nous nous sommes inscrits dans une perspective de durabilité : l'arrachage de 200 mètres de haies (suite à des modifications parcellaires) nous a conduit à replanter 400 mètres de haies et à nouer un dialogue constructif avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO). Cette association a inventorié la faune, la flore et les insectes présents sur le territoire de l'exploitation et a élaboré un bilan des forces et des faiblesses environnementales de notre entreprise.

Les points forts relevés par cette analyse ont été : une majorité de parcelles en contact direct avec des espaces boisés, un linéaire de 18 Km de bordure de bois ou de haies, des bonnes pratiques, telles que le non-labour depuis plus de 12 ans, un couvert végétal permanent, une régulation des doses de produits phytosanitaires employées.

Les points faibles concernaient : la taille des îlots de cultures (entre 4 et 50 ha)⁴, peu de bandes enherbées, un manque de lien entre les bois et les jardins environnant et la pratique de l'irrigation⁵.

En collaboration avec la LPO, nous avons proposé la création de lisières pérennes constituées essentiellement d'essences locales en bordure de chemin, la création de zones enherbées⁶ et l'amélioration des pratiques agricoles, principalement sur les bordures.

⁴ Cette structuration entrave la migration des animaux.

⁵ Pratique limitante pour la biodiversité.

La majorité de ces mesures est déjà mise en œuvre. La révision du Plan local d'urbanisme (PLU) nous a donné aussi l'occasion de mener une réflexion commune avec la mairie et les randonneurs. Des règles de cohabitation ont ainsi été fixées.

❖ *Les jachères apicoles*

Partant du constat du mauvais état sanitaire des ruchers voisins et de la faible diversité de l'alimentation des abeilles, un collaborateur de BASF nous a demandé de mettre à sa disposition des terrains en jachère. Nos objectifs étaient d'éviter une rupture d'alimentation de l'abeille, d'augmenter les variétés de plantes mellifères et de vérifier l'impact de ces actions sur l'état sanitaire des ruchers.

Ainsi les jachères deviennent des réserves à pollen pour les colonies d'abeilles. L'effet cumulé des jachères « faunes sauvage » et des jachères fleuries se ressent déjà et procure un embellissement gratuit du village. Ces actions ont également conduit à une communication intéressante, mobilisant agriculteurs et apiculteurs, notamment lors des journées du patrimoine. Autre bénéfice, ces jachères peu coûteuses à implanter (les semences ont été fournies gratuitement) valorisent l'image des agriculteurs et donnent l'espoir d'une meilleure pollinisation des oléagineux exploités.

Olivier de LAGARDE

Cette démarche citoyenne est-elle rentable ?

Yves DEBIEN

La rentabilité s'inscrit dans l'ensemble de nos pratiques quotidiennes : nous vivons en meilleure harmonie avec le reste de la population. Les haies nous sont utiles, mais aucune rentabilité économique n'est obtenue.

Olivier de LAGARDE

Avez-vous le sentiment d'être dans le sens de l'histoire ? Certains agriculteurs sont dubitatifs face à vos pratiques.

Yves DUBIEN

Notre objectif est de durer...

❖ *Le co-compostage*

Le compostage constitue la plus belle opportunité que notre entreprise ait saisie.

Les déchets verts de la collectivité étaient déposés dans la déchetterie au moyen d'une benne de 2 tonnes qui parcourait à chaque aller-retour 50 Km. La commune, dont je suis également élu, a donc réfléchi aux moyens de revaloriser ces déchets tout en y trouvant un intérêt agricole. Un investissement de 300 000 euros a permis de financer un pont à bascule, une station de compostage... Le broyage et le retournement d'andain ont été confiés à une CUMA.

Le principe de simplicité de fonctionnement doit régner dans ce type de projet.

L'unité de co-compostage a atteint l'équilibre budgétaire : les bénéfices retirés consistent en la possibilité d'épandre du compost à proximité des jardins des particuliers (et donc du lisier ailleurs). Par ailleurs le compost a amélioré la porosité des sols, jusqu'alors pauvres en matière organique.

⁶ Ces corridors facilitent le déplacement des animaux.

Le risque majeur pour cette entreprise est la formulation des appels d'offres lancés par les collectivités : certains grands groupes peuvent casser un marché. Notre unité de compostage n'a pas la capacité de prendre en charge l'intégralité des déchets issus de la déchetterie d'une collectivité, mais une partie seulement, d'où l'importance d'un appel d'offres scindé en plusieurs lots.

Appartenir au réseau FARRE depuis 4 ans m'a donné la possibilité de faire passer un message positif, et de montrer que des handicaps peuvent se transformer en challenge. Aujourd'hui, un agriculteur ne peut plus vivre replier sur soi, un autre produira toujours moins cher... Arrêtons de pleurer sur notre sort et ne nous lançons pas dans un affrontement stérile ville-campagne. En regardant les pratiques de nos ancêtres j'ai découvert de nouveaux métiers débouchant sur des opportunités de progrès. Ne regardons pas le train avancer mais prenons-le en marche !

Olivier de LAGARDE

Philippe Collin, éleveur FARRE en Haute-Marne, vous vous consacrez à l'élevage bovin et aux cultures céréalières. Vous avez développé une filière spécifique de blé panifiable avec un meunier des Vosges pour l'élaboration d'une farine issue de l'agriculture raisonnée.

La traçabilité du semis à la farine

PHILIPPE COLLIN

Agriculteur FARRE de la Haute-Marne

Le handicap de notre exploitation est d'être située dans un département peu peuplé (moins de 200 000 habitants). Les filières à hautes valeurs ajoutées sont donc difficiles à développer. Notre exploitation, située à 400 m d'altitude est gérée en GAEC familial : quatre générations sont présentes sur la ferme. Sur les 6 associés du départ, seuls trois restent aujourd'hui puisque les autres sont partis à la retraite. La ferme exploite 310 ha – la surface moyenne des exploitations du département est de 165 ha soit une des plus hautes de France et 50 % des agriculteurs de la Haute-Marne sont associés en GAEC – et 200 ha sont drainés. La moitié de la SAU est en culture alors que l'autre est en prairie. Les terres sont argileuses et très riches en matière organique. L'exploitation possède deux productions principales (l'élevage et les grandes cultures) et une diversification. Le troupeau laitier, composé de 65 vaches (avec un quota de 600 000 litres) produit du lait pour la fabrication du *Caprice des dieux*. La production de viande compte 70 bœufs herbagés et un atelier hors sol de bovins (engraissement). La diversification de l'exploitation est la valorisation de l'herbe de prairie naturelle pour la production de foin haut de gamme (destiné aux haras).

Ayant plus de têtes d'assolement que de cultures à paille sur notre exploitation, les effets « précédents » impactent beaucoup la qualité de nos céréales.

En 2002 notre objectif était de réduire les intrants sur les céréales. Ayant constaté les rendements corrects obtenus par des agriculteurs biologiques pour qui nous réalisons des prestations, nous avons donc décidé de cultiver (selon le référentiel d'agriculture raisonnée) les variétés utilisées par ces agriculteurs. En été 2003, la récolte fut d'une qualité exceptionnelle⁷, mais d'un rendement légèrement inférieur à celui obtenu avec les variétés traditionnelles.

⁷ Taux de protéine : 16 %, poids spécifique de 85.

Nous ne souhaitons pas commercialiser ce blé selon les canaux habituels (variété de blé non inscrite dans les coopératives), nous avons donc prospecté de nouveaux débouchés. Un meunier local, satisfait des analyses effectuées sur notre blé, a accepté de l'utiliser pour la production d'une farine de tradition lorraine.

Olivier de LAGARDE

Le prix de votre blé n'est-il pas un problème ?

Philippe COLLIN

Nous n'avons pas décidé du prix. Le meunier nous a proposé de payer 150 euros/T base moisson en 2003, prix auquel il payait habituellement son blé améliorant. De 2003 à 2006, il a maintenu les mêmes prix (avec une légère augmentation pour 2006).

La diminution du rendement obtenu avec cette variété est compensée par un emploi plus modéré d'intrants : un gain économique est donc obtenu. Le blé est vendu 15 € le quintal au meunier, ce qui revient à 22 € le quintal de farine. Cette farine est vendue 48 €/quintal au boulanger qui le transformera en une quantité de pain vendue 300 € : le prix du blé impacte peu le prix final.

Olivier de LAGARDE

Votre exemple est-il transposable ?

Philippe COLLIN

Notre expérience peut être comparée à une recette :

- les ingrédients sont : un bon choix de variétés semées, de bons résultats d'analyses, la recherche d'un débouché (apprentissage du métier de commercial)
- le savoir-faire : les échanges de savoirs entre les métiers d'agriculteur et de meunier
- le faire savoir : la plaquette éditée en 2006 et distribuée dans les boulangeries partenaires explique la vie d'un grain de blé. En 2007 sera mise en place la « traçabilité une heure » pour prouver au consommateur l'origine de la farine en moins d'une heure.

Olivier de LAGARDE

Lionel et Georgia Lambertin, agriculteurs FARRE à 10 Km de Carpentras, exploitent du raisin de table et cuve, des cerises et des olives. Ils ont choisi de créer une ferme éducative centrée sur l'environnement.

L'éducation à l'environnement par l'agriculture

LIONEL ET GEORGIA LAMBERTIN

Agriculteurs FARRE du Vaucluse

Nous exploitons 15 ha de raisins de table (Muscat du Ventoux en Appellation d'origine contrôlée (AOC), de cuve (vin AOC Ventoux), des cerises et des olives. L'exploitation emploie des saisonniers pour les récoltes. Pour conserver une exploitation à taille humaine, nous avons diversifié nos revenus en créant une ferme éducative : l'exploitation est ouverte à tous publics (en majorité écoles, centres de loisirs, lycées, collèges, universités...).

L'accueil à la ferme (en moyenne 3 000 personnes par an) se fait :

- en demi journée
- en journée
- en séjour sous tentes (en été).

L'objectif, fixé il y a dix ans, de diversifier et d'expliquer notre métier est aujourd'hui atteint. Deux journées et demie par semaine sont consacrées à cette activité qui se concentre de mai à septembre et avant les fêtes de Noël.

Les activités proposées sont adaptées à chaque type de public. Les enfants sont acteurs des animations que nous proposons. Nous éduquons les visiteurs à l'environnement au travers de la découverte de nos pratiques agricoles.

Olivier de LAGARDE

Quels sont vos tarifs ?

Lionel LAMBERTIN

Les tarifs sont de 8,5 € par enfant par jour mais nous pratiquons également des tarifs forfaitaires qui varient selon les finances de l'établissement qui nous rend visite.

Olivier de LAGARDE

Cette activité constitue-t-elle une rentrée d'argent importante ?

Lionel LAMBERTIN

Elle représente le salaire annuel d'une personne. Cette activité rémunère le travail fourni, ce qui n'est pas le cas de l'agriculture. Néanmoins, sans passion, nous arrêterions de faire ces animations.

A leur arrivée, les enfants dégustent le jus de raisin produit sur l'exploitation. Après leur avoir présenté l'exploitation, nous les répartissons en groupes de dix :

- un groupe visionne un diaporama (le travail de l'agriculteur sur les quatre saisons pour obtenir une grappe de qualité)
- un atelier travaille sur la récolte du raisin de table
- un groupe visite les vignes (étude des pièges à papillon, explication de la logique des traitements...)
- un atelier travaille sur l'entretien des jeunes plans de vigne.

La journée se termine par une dégustation des produits de la ferme.

Nous sensibilisons toujours les enfants à l'agriculture raisonnée de manière ludique.

Olivier de LAGARDE

Connaissent-ils l'agriculture raisonnée ?

Georgia LAMBERTIN

Ils ne la connaissent pas toujours mais nous observons une progression. Les accompagnateurs nous demandent souvent où ils peuvent acheter des produits issus de l'agriculture raisonnée. Le décret relatif à l'étiquetage des produits nous apportera des solutions à ce problème.

Olivier de LAGARDE

Qu'est-ce qui surprend les visiteurs ?

Georgia LAMBERTIN

Les visiteurs connaissent en général l'agriculture raisonnée mais ignorent le label de qualification d'exploitation. Nous devons donc impérativement communiquer autour des exploitations qualifiées !

La démarche d'agriculture raisonnée est un gage de qualité pour l'exploitation et pour l'accueil des publics.

Les visiteurs, séduits par notre démarche, expliquent à leur entourage par exemple, le cheminement d'une grappe de raisin de la plantation à la commercialisation, le travail de l'agriculteur dans le respect de l'environnement...

Olivier de LAGARDE

Etes-vous heureux d'exercer ce métier de communication à la place de celui d'agriculteur ?

Georgia LAMBERTIN

Communiquer sur l'agriculture est aussi le métier de l'agriculteur ! Le travail que nous faisons est très enrichissant : il nous révèle beaucoup d'idées et de messages à faire passer. Notre ferme constitue un relais ville-campagne et modélise 70 % des exploitations de notre secteur car nous parlons en leur nom. En effet toute notre production est commercialisée par des coopératives (impliquant le respect de cahiers des charges précis).

Les autres agriculteurs m'ont ainsi sollicitée pour présider un Groupement de développement agricole (GDA) regroupant 650 exploitations : ce mandat est très valorisant.

Pour survivre, l'agriculture doit s'ouvrir et montrer qu'elle est incontournable. Au sein du GDA, nous programmons une formation des agriculteurs sur l'alimentation et la santé, divulguée par un cancérologue.

Nous souhaitons que le monde agricole travaille de concert avec le ministère de la Santé et soit directement formé par les professionnels de la santé.

Si les agriculteurs montrent leur intérêt pour le cancer, les maladies cardio-vasculaires, les modes d'alimentation et la santé, les consommateurs comprendront l'utilité de conserver notre agriculture.

Le regard du grand témoin

Bertrand HERVIEU

La diversité des projets, même s'ils ont été choisis dans cette optique, est intéressante. La modernité de ces exploitants est leur volonté d'être à l'écoute d'un environnement non agricole et de rendre des comptes aux non exploitants. Nous sommes en face de projets individuels qui se construisent à travers plusieurs générations familiales, un couple... Leurs façons de prendre en main leurs revenus et leurs territoires sont différentes mais témoignent d'une même réalité.

Restitution des réponses des candidats à l'élection présidentielle sur leurs projets en matière d'agriculture et d'environnement

OLIVIER DE LAGARDE

Journaliste, France Info

A l'occasion des 10^e rencontres de l'agriculture raisonnée, les responsables de FARRE ont eu l'idée de demander aux 44 candidats annoncés à la présidentielle de dire ce qu'ils pensent de l'agriculture raisonnée en leur posant trois questions :

- dans le cadre de votre programme, souhaitez-vous impulser une agriculture économiquement viable et respectueuse de l'environnement ?
- quelles mesures et quel accompagnement souhaitez-vous mettre en place pour entraîner un maximum d'agriculteurs dans la voie du développement durable ?
- face aux exigences de plus en plus forte du citoyen/consommateur en matière de sécurité sanitaire, de mise en valeur des paysages, de prise en compte de la biodiversité, du bien-être animal... la qualification « Agriculture Raisonnée » des exploitations est-elle une priorité ?

❖ *Tous concernés et tous défenseurs du secteur agricole*

D'abord première constatation, **le sujet intéresse les candidats** puisque sur 44, 39 ont répondu, malgré la présence de nombreux petits candidats qui n'ont pourtant guère d'opinion sur l'agriculture en général et l'agriculture raisonnée en particulier... Tous les candidats importants⁸ ont envoyé leur réponse, parfois un peu tardivement.

Ensuite, deuxième constatation – sans surprise – **tous ces candidats se placent en défenseurs de l'agriculture...** Ainsi, par exemple, Nicolas Sarkozy (UMP) affirme : « l'agriculture française est une chance pour notre pays, elle est un métier d'avenir. Je la veux forte, ce qui n'est pas incompatible avec la préservation de l'environnement » ou encore, Jean-Marie Le Pen, « il faut sauver notre agriculture menacée de disparaître d'ici 2013 ».

Ces défenseurs de l'agriculture n'adoptent toutefois pas la même approche, notamment au regard de leurs préoccupations environnementales.

En ce domaine, l'agriculture n'est pas exempte de reproches, comme le pense Ségolène Royal (Parti socialiste) qui écrit : « elle [l'agriculture] est un émetteur important de gaz à effet de serre et je propose d'engager dès que possible la transformation nécessaire pour encourager une agriculture plus adaptée aux enjeux économiques et écologiques actuels... ». Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) va même plus loin : « les agriculteurs joueraient un rôle infiniment plus utile pour la société s'ils pouvaient s'occuper de sécurité sanitaire, de mise en valeur des paysages, de prise en compte de la biodiversité, de bien-être animal ». Pour sa part, l'UMP dissident, Nicolas Dupont Aignan, estime qu'« il y a urgence, tous les clignotants sont au rouge quant à l'utilisation raisonnable de nos ressources naturelles ».

⁸ Tous ceux susceptibles d'avoir les 500 parrainages

❖ *Comment répondre à ce souci environnemental ?*

Pour Antoine Waechter la seule voie possible est celle du bio : « la promotion de l'agriculture biologique est une mesure phare ». Mais tous ne voient pas dans le bio le salut ; ainsi, Frédéric Nihous (Mouvement chasse, pêche, nature et tradition) prévient : « il faut aussi rechercher une agriculture viable économiquement, respectant mieux l'environnement mais sans verser dans un excès de protection environnementale qui serait un frein à l'activité... » Marie-George Buffet adopte la même ligne : « je rejette toute idée d'une agriculture qui serait productiviste et excessivement polluante, mais je rejette tout autant celle d'une agriculture qui serait écologique mais insuffisamment productive... car la première mission de l'agriculture c'est bien de nourrir les hommes ».

❖ *Comment financer cette agriculture nourricière ?*

Cette question est récurrente parmi les candidats : « il faut le rétablissement de la vérité des prix... Nos gouvernements ont fait le choix de laisser le champ libre à Bruxelles et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui ne rêve que de libre échange absolu... Il faut des règles de culture très strictes et très protectrices de la nature, mais elles ne seront viables que dans une zone européenne protégée par la préférence communautaire avec des prix rémunérateurs... » affirme Philippe de Villiers. Jean-Marie Le Pen et Olivier Besancenot adoptent la même position : « le système de subventions agricoles, en particulier au niveau européen, articulé avec l'ouverture des marchés du Sud constitue une catastrophe tant d'un point de vue social qu'environnemental ». Ce point de vue est également partagé par Gérard Schivardi qui se présente comme le candidat des maires mais qui en fait est le porte-parole des communes rurales : « nous considérons que l'Etat doit se réserver le droit d'intervenir en économie pour garantir les prix, empêcher la disparition des entreprises, même si cela est contraire au traité de Maastricht... »

❖ *Faut-il continuer à aider les agriculteurs ?*

Aucun candidat ne conteste les aides aux agriculteurs. Mais les subventions ne doivent peut-être pas être attribuées à l'aveuglette, comme le pense François Bayrou (UDF) : « des aides directes peuvent s'avérer nécessaires pour compenser les pertes financières de certains agriculteurs tenus à des contraintes environnementales particulières... ». Dominique Voynet se montre encore plus précise : « il faut mieux répartir les aides et les orienter en priorité en direction de ceux qui font des efforts en matière d'environnement. Je ne me satisferais pas d'une agriculture à 150 000 agri-managers richement subventionnés... Il faut des aides publiques mais les paysans doivent aussi vivre de leur métier ». Corinne Lepage (Cap 21) rejoint cette position et ajoute « la nourriture pourra coûter plus chère dans les années qui viennent parce qu'elle sera de meilleure qualité ».

❖ *Et l'agriculture raisonnée dans tout cela...*

Les candidats se montrent globalement en faveur de l'agriculture raisonnée, dans les réponses adressées à FARRE...

Quelques sceptiques subsistent toutefois. Ainsi si Corinne Lepage estime que « l'agriculture raisonnée constitue un progrès par rapport aux pratiques traditionnelles de l'agriculture intensive, mais reste insuffisante pour atteindre des objectifs de santé publique et de préservation des ressources... », Dominique Voynet ne semble pas enthousiaste à l'idée d'un label « agriculture raisonnée » ; en effet elle

précise : « je ne suis pas certaine que cela apporte quoi que ce soit au consommateur sinon un peu de confusion ».

Les autres candidats se montrent plus encourageants : « je pense que l'agriculture raisonnée peut devenir, sur une base volontaire, le mode de production dominant. Elle doit donc être fortement encouragée pour trouver à s'appliquer à plus de producteurs : 1 600 exploitations qualifiées actuellement, c'est trop peu » estime par exemple Nicolas Sarkozy, rejoint sur ce point par François Bayrou qui affirme : « oui, le cahier des charges de l'agriculture raisonnée répond largement aux attentes que les citoyens ont vis-à-vis de l'activité agricole ... Il me semble indispensable de mettre en place des mesures incitatives pour développer ce réseau ». « L'Etat doit encourager ce mouvement pour le généraliser... », s'enthousiasme à son tour Nicolas Dupont Aignan (Debout la République). Egalement « pour l'agriculture raisonnée », Arlette Laguiller précise pour sa part que « l'agriculture raisonnée ne pourra émerger que d'une économie raisonnée, raisonnable et rationnelle ». Enfin, Ségolène Royal estime « qu'il sera rapidement nécessaire d'aller au-delà du cahier des charges de l'agriculture raisonnée, c'est une étape intéressante pour améliorer les pratiques agricoles, mais aussi pour améliorer la perception du monde agricole par les non ruraux ». Elle ajoute même « qu'il est important de mieux faire connaître la démarche que vous défendez ».

Aucun candidat n'a oublié que dans campagne électorale, il y a le mot « campagne » !

Table ronde / Agriculture raisonnée : quelles nouvelles utilités collectives pour la société ?

Olivier de LAGARDE

Que vous évoque l'avis des candidats aux élections présidentielles sur l'agriculture ?

Le nouveau visage de nos campagnes

JEAN VIARD

Sociologue, économiste, directeur de recherche au CNRS au Centre de recherches politiques de sciences Po (CEVIPOF), directeur des éditions de l'Aube

En France, l'agriculture est un sujet incontournable car historiquement, c'est un domaine d'action politique. Notre pays s'est en effet appuyé sur sa paysannerie pour construire sa modernité : **l'agriculture est le cœur de notre mythe identitaire**. Toutefois, notre société s'en éloigne rapidement, les Français ayant aujourd'hui d'autres préoccupations, ils sont moins favorables à la PAC et leur rapport à la campagne a beaucoup changé : jusqu'aux années 1980, la campagne était réservée aux paysans, aujourd'hui c'est un lieu de divertissement, d'habitat, de nature... dans lequel se trouvent des agriculteurs.

En France, la République s'est enracinée dans les campagnes vers 1870, puis l'agriculture, imprégnant la vie politique locale, est devenue une arme d'indépendance alimentaire. Aujourd'hui ce volet est refermé et l'agriculture vit une crise profonde qui touche ses enjeux : comment faire revenir la production alimentaire dans notre image urbaine de la campagne ? Nous pouvons en effet aujourd'hui nous approvisionner sur le marché international et manger du bœuf argentin plutôt que français....

D'ailleurs, de manière frappante, les paysans sont le groupe social qui souhaite le moins que leurs enfants suivent leur voie professionnelle : ils connaissent la réalité du métier et cela ne les fait pas rêver. Ce déni du métier se retrouve d'ailleurs dans tous les métiers manuels, salissants...

La campagne a changé d'image : elle est devenue un quartier de la ville. En effet, la majorité des Français rêvent d'habiter en campagne à proximité de la ville...

Olivier de LAGARDE

Quelle est, dans ce contexte, l'utilité de l'agriculture raisonnée ?

Jean VIARD

L'agriculture raisonnée cristallise un moment d'une réflexion. L'agriculture est raisonnée par rapport à l'environnement et à la cité politique car elle incarne la nourriture et le corps de la patrie.

L'agriculture raisonnée est un chemin. Bertrand Hervieu a montré que nous avons une nouvelle complexité à intégrer qui casse nos images traditionnelles. Les témoignages des agriculteurs ont ensuite tous évoqué les rapports de l'exploitation avec la ville.

L'agriculture raisonnée est un moyen de « déplacer les lignes » traditionnelles. La société a besoin de reprendre confiance dans son identité. Le paysan, dans la majorité des cas, travaille la terre de ses parents, il porte donc une identité bien plus que d'autres groupes sociaux plus mobiles. La place de la paysannerie dans l'identité collective française ne doit pas être négligée. La diversité sociale, géographique et sociologique⁹, paradoxalement est souvent plus forte dans les familles paysannes qu'urbaines.

Olivier de LAGARDE

Quel est le rôle de l'agriculture raisonnée dans la réconciliation entre l'agriculture et la société ?

Communiquer sur l'agriculture

PHILIPPE VASSEUR

Ancien ministre de l'Agriculture, président du groupe Crédit Mutuel Nord Europe (CMNE), président de l'AFICAR

L'agriculture raisonnée a un rôle à jouer parmi d'autres : le rôle de l'AFICAR est de dépasser la perpétuelle opposition entre agriculture conventionnelle, agriculture raisonnée, agriculture biologique... Pendant des années, les agriculteurs ont communiqué en vase clos, et d'ailleurs pas toujours dans de bons termes.

Aujourd'hui, toutes les réponses apportées aux problèmes de l'agriculture face à l'opinion publique même si elles sont parfois imparfaites vont dans le bon sens.

En effet, les agriculteurs ont eux-mêmes constaté le fossé qui ne cesse de se creuser entre d'une part, le monde agricole et d'autre part, une opinion publique coupée de ses campagnes. L'AFICAR est née de ce constat et les agriculteurs, qui ne sont pas tous de bons communicants, ont souhaité que cet organisme se charge de communiquer sur le rôle de l'agriculture auprès des citoyens.

Les agriculteurs sont accusés par quelques médias d'être pollueurs, pleurnichards, assistés... Toutefois, les sondages montrent que les citoyens les trouvent sympathiques car ils se réfèrent alors à une image d'Epinal : l'agriculteur peint par Millet !

La réalité, la difficulté, l'utilité et la diversité que le monde agricole est amené à porter pour répondre aux préoccupations de la société sont totalement méconnues. Créer un fonds de communication a donc été jugé utile. L'AFICAR¹⁰ a ainsi été dotée par l'Etat pour renouer le lien agriculture/société. Nous sommes donc engagés dans une tâche de longue haleine.

Olivier de LAGARDE

Etes-vous convaincu par l'agriculture raisonnée ?

Philippe VASSEUR

Les efforts accomplis par l'agriculture raisonnée depuis 1993 sont indéniables et FARRE est un des éléments essentiels dans la communication de l'AFICAR. En effet, le but premier de l'agriculture est de

⁹ Métissage des métiers à l'intérieur des familles d'agriculteurs, scolarisation des enfants dans les villes....

¹⁰ Agence française d'information et de communication agricole et rurale

produire ; or FARRE prend en considération à la fois cet impératif de production et les attentes profondes de la société. FARRE est donc au carrefour de la liaison entre agriculture et société.

L'AFICAR engage des campagnes de communication destinée au grand public¹¹. La première mission de cet organisme est de mettre en exergue les efforts des agriculteurs pour atteindre des objectifs de production dans le respect de l'environnement et de la qualité des produits.

Olivier de LAGARDE

Didier Rat¹², comment évoluera l'agriculture raisonnée ?

Dynamiser la qualification « agriculture raisonnée »

Didier RAT

Secrétaire national de la Commission nationale de l'agri raisonnée (CNAR), Section examen des référentiels (SER)

Face au démarrage modeste¹³ du processus de qualification des exploitations agricoles selon le référentiel de l'agriculture raisonnée, une analyse des forces et des faiblesses du dispositif a été menée. L'objectif de la CNAR, au départ ambitieux puisqu'il visait la qualification de 30 % des exploitations en 2008, a été revu à la baisse.

Les consultations menées auprès des différents partenaires (agriculteurs, représentants des consommateurs, de la grande distribution...), au sein de la CNAR, ont abouti à un tableau très hétérogène qui reflète la diversité des situations et des acteurs :

- certains trouvent le référentiel d'agriculture raisonnée insuffisant
- certains jugent les efforts demandés par le référentiel trop importants.

Le dispositif d'agriculture raisonnée doit donc trouver son chemin dans un paysage très varié. Travailler sur la communication est essentiel.

Certains agriculteurs engagés dans les audits de pré-qualification renoncent pourtant à aller plus loin, accaparés par d'autres travaux, la contrainte économique étant prévalente.

L'agriculture évolue dans un milieu économique complexe, difficile, concurrentiel et très réglementé.

Comment répondre aux attentes contradictoires des agriculteurs ? Comment attirer suffisamment d'agriculteurs vers l'agriculture raisonnée pour obtenir un impact environnemental positif ?

La CNAR s'attache à synthétiser les remarques recueillies pour élaborer des propositions relatives aux évolutions des exigences du référentiel ou à leur satisfaction.

La communication doit aussi être améliorée pour faire connaître l'agriculture raisonnée auprès des consommateurs.

¹¹ Le 1^{er} février, un train-exposition, « le train de la terre » entamera un parcours dans toute la France (22 étapes) pour montrer les apports de l'agriculture à la société et les efforts accomplis par les agriculteurs pour aller à l'encontre des idées reçues. En savoir plus sur : <http://www.toutelagriculture.fr/toutelagriculture/le-train-de-la-terre/>

¹² Représente Antoine Herth président de la CNAR et la qualification des exploitations agricoles.

¹³ A 31 décembre 2006, seules 2 016 exploitations étaient qualifiées. Le bilan trimestriel des qualifications est disponible sur : http://www.farre.org/BAROMETRE/NAT_0504.HTM

Olivier de LAGARDE

L'agriculture est-elle utile pour l'Europe ? Continuera-t-elle à la soutenir après 2013 ?

Un soutien conditionnel et légitime

TOMAS GARCIA AZCARATE

Chef d'unité à la direction générale de l'agriculture de la Commission européenne

L'Europe ne supprimera pas son soutien à l'agriculture et aux agriculteurs européens, même après 2013. Ce soutien profitera néanmoins aux agriculteurs engagés dans des démarches de qualité, de traçabilité, de gestion de l'espace et de l'environnement...

Chaque réforme portant en elle le germe de la réforme suivante, la politique d'aide de la PAC s'inscrit dans la continuité. En effet, le service d'audit agricole conçu par Bruxelles en 2003 s'est en partie construit sur le modèle d'audit français de l'agriculture raisonnée, démarche prenant en compte la gestion globale de l'exploitation.

De plus, les entreprises certifiées agriculture raisonnée sont présumées remplir les exigences d'écoconditionnalité de la PAC. Cette disposition ouvre d'ailleurs la voie de la simplification de la gestion administrative de la PAC. L'administration peut ainsi concentrer ses efforts de contrôle sur les entreprises présentant de vrais risques pour l'environnement ou l'alimentation (c'est-à-dire, les exploitations qui ne sont pas soumises à l'audit externe d'un certificateur agréé).

En outre, nous devons anticiper l'après 2013 et mener une réflexion commune pour que le principal pays agricole de la Communauté puisse occuper la place qui lui revient légitimement dans le débat sur la PAC en Europe. Le soutien agricole, conditionné par la participation à des démarches d'assurance qualité, est légitimé par les différences d'exigences sociales, sociétales et environnementales entre les agriculteurs européens et leurs concurrents sur les marchés internationaux... Le débat de la régionalisation du soutien, de sa nouvelle légitimité et d'une redistribution des aides en fonction du 21^e siècle – et non pas en fonction du travail accompli par les générations du siècle précédent – devra être mené à bien. La France doit occuper un rôle protagoniste dans ce débat, à l'image du rôle d'initiateur qu'elle a tenu dans la dynamique de simplification administrative de la PAC. **Le monde agricole européen a besoin d'une France proactive pour trouver des solutions.**

Olivier de LAGARDE

Christiane Lambert, tous les membres de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) sont-ils convaincus de l'importance de FARRE ?

Le référentiel « agriculture raisonnée » : le seul outil pour satisfaire l'écoconditionnalité

CHRISTIANE LAMBERT

Vice-présidente de la FNSEA

La FNSEA est plurielle, tous ses adhérents ne partagent pas mon enthousiasme pour l'agriculture raisonnée. Par mes fonctions, j'ai assisté aux journées agricoles de différents partis politiques, j'ai été surprise de la morosité des responsables politiques par rapport à ce secteur d'activité.

L'agriculture raisonnée est moins facile à diffuser que les Contrats territoriaux d'exploitation (CTE), car elle est basée sur une démarche volontaire. Agricultrice, je rêve de voir des agriculteurs optimistes, qui relèvent la tête et anticipent. Au contraire de notre assemblée, dans nos communes, les agriculteurs tardent à adopter ces comportements.

Les mentalités évoluent cependant ; ainsi, la Légion d'honneur que ma remise le président de la République a récompensé mon engagement dans « l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement et du développement durable ».

Les agriculteurs ont tardé à adhérer à l'agriculture raisonnée car il leur a souvent été dit « dormez tranquilles, on s'occupe de tout ! ». Un autre élément a aussi joué en la défaveur de cette démarche : l'obligation introduite par la conditionnalité des aides.

Antoine Herth, en 2003 au moment des accords de Luxembourg, nous avait dit : « on a 3 ans devant nous, il va falloir courber le dos et ça ira mieux après ! ». Bernard Guidez et moi-même trouvions ce délai excessivement long, mais Antoine Herth avait soutenu que tant que la conditionnalité ne serait pas suffisamment connue et les exigences et modalités de contrôle et de sanctions contrôlé intégrées, les agriculteurs n'adopteraient pas une posture positive face à l'agriculture raisonnée. Malheureusement, il avait un peu raison... Toutefois, les formations sur la conditionnalité remportent un grand succès auprès des agriculteurs. Ces derniers, qui risquent des sanctions financières, cherchent des outils pour satisfaire l'écoconditionnalité ; or le seul outil à leur disposition sur le marché est le référentiel d'agriculture raisonnée. **L'utilité, la rigueur et la facilité d'utilisation de ce dispositif peuvent redonner une impulsion à la qualification.**

Olivier de LAGARDE

Que fait la FNSEA pour soutenir quotidiennement l'agriculture raisonnée ?

Christiane LAMBERT

Les animateurs des FDSEA se sont vus proposer des formations sur l'écoconditionnalité et ses liens avec l'agriculture raisonnée. Cette formation a été suivie à plus de 70 %. Maintenant que la conditionnalité est intégrée, je milite pour faire de l'agriculture raisonnée la voie de l'avenir. Face à l'explosion de la demande alimentaire mondiale, au besoin d'augmenter la productivité à l'aide d'une intensification durable, à la prégnance du réchauffement climatique, à la question de la gestion des déchets, à l'appropriation du concept de traçabilité par les consommateurs... l'agriculture s'impose comme une réalité incontournable.

Je suis optimiste car les agriculteurs retrouvent le moral après 7 ans de baisse, leurs revenus ont enfin augmenté, grâce à une tendance lourde de matières premières chères. Cette évolution libère les agriculteurs qui seront ainsi plus disponibles pour mener une réflexion stratégique et prospective. L'agriculture raisonnée fera probablement partie de leurs objectifs. De plus, si les cours restent hauts les débats seront moins réducteurs car moins centrés sur les aides...

De la salle (Lionel LAMBERTIN)

La surenchère des grandes surfaces est scandaleuse : ces dernières contrôlent même les exploitations qualifiées.

Olivier de LAGARDE

Gilles Thévenet, l'agriculture raisonnée pourrait-elle vivre sans FARRE ?

Les agriculteurs FARRE : des bâtisseurs de ponts !

GILLES THEVENET

*Président du conseil scientifique de FARRE, directeur scientifique d'ARVALIS, institut du végétal,
membre de l'académie d'Agriculture*

J'ai l'impression que l'agriculture et le reste de la société se sont perdus de vue ; or la mission de FARRE est d'aider l'agriculture à rejoindre le reste de la société.

A quoi servent les agriculteurs, et les agriculteurs FARRE ?

Un sondage révélait, il y a deux ans, que seuls deux tiers des Français considéraient que la première mission de l'agriculture était de nourrir les hommes. La campagne est devenue un lieu de loisirs, sa fonction nourricière doit donc être réaffirmée : l'homme des champs continue à nourrir l'homme des villes. A cette première fonction, s'ajoutent des services collatéraux.

FARRE est victime de son succès ; elle doit être attentive à ne pas remplacer le produit « agriculture raisonnée » car elle ne se cantonne pas à cette pratique de l'agriculture : chez les agriculteurs FARRE, **qualification rime avec passion et réflexion**. Selon un proverbe chinois, « malheureusement, trop d'hommes bâtissent des murs et pas assez bâtissent des ponts ». Or le rôle des agriculteurs FARRE est de construire des passerelles entre les professions (à l'image de Philippe Collin), entre les villes et les campagnes (comme Yves Debien), entre les générations (comme le font les époux Lambertin)...

Débat avec la salle

De la salle (Danièle Gadeau, association PARUS'S)

Yves Debien, pourquoi BASF vous a demandé des jachères fleuries ? Pourquoi l'avez-vous fait ?

Je félicite Philippe Collin de s'être rapproché d'un agriculteur biologique.

Quels sont les traitements pratiqués par Lionel et Georgia Lambertin sur la vigne ?

Ce ne sont pas toujours les agriculteurs qui vont vers les gens. Ainsi, PARUS'S a rencontré des agriculteurs raisonnés et biologiques pour leur acheter leurs produits en direct et ainsi éviter les intermédiaires. De même, les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) rapprochent les agriculteurs des citoyens.

Yves DEBIEN

Nos champs sont soignés et non pas traités. BASF, comme nous d'ailleurs, s'est rendu compte que les prairies comme les agriculteurs disparaissaient de nos campagnes. Face au manque de nourriture pour les abeilles, nous avons cherché ensemble une solution. Notre collaboration est spontanée.

Lionel LAMBERTIN

Une saison phytosanitaire sur la vigne varie d'une année à l'autre. Le mildiou est combattu par le sulfatage (1 à 7 traitements). La prévention contre l'oïdium fait notamment intervenir le soufre. Pour combattre les insectes ravageurs, nous utilisons des pièges ; ainsi, certaines années nous n'employons aucun insecticide. Les enfants dégustent chez nous nos produits en toute sécurité car nous respectons les délais de traitements avant la récolte.

Nous n'avons pas la prétention de dire qu'on fait mieux que les autres, nous laissons cet arbitrage à nos clients. Il faut informer petits et grands et s'ouvrir à tous, entre autres aux agriculteurs biologiques, et travailler ensemble....

Philippe COLLIN

Nous avons réfléchi à des variétés adaptées à la boulangerie traditionnelle mais nous ne produisons pas de blé biologique. Toutefois, le blé semé étant par nature plus résistant, le nombre de traitements est limité. Nous travaillons sur des effets de rotation pour améliorer la qualité du produit.

Philippe VASSEUR

Je me méfie des positions intégristes. Ministre de l'Agriculture, j'ai doublé les crédits destinés à l'agriculture biologique mais pour autant, je ne jette pas l'anathème sur les autres types de production. D'ailleurs la confrontation entre « bio » et « raisonnée » existe surtout en dehors du monde agricole. Les agriculteurs, quel que soit leur mode de production, doivent protéger l'environnement et fournir des produits bons et sains.

De la salle (Simon Barthelemy, journaliste, *L'Alsace*)

En quoi le cahier des charges en agriculture raisonnée modifie-t-il la production ? 60 % des produits bio consommés en France sont importés ; le marché du bio est donc florissant : pourquoi opter plutôt pour l'agriculture raisonnée que pour le bio ?

De la salle (Jean-Jacques Gaucher, FARRE Charente-Maritime)

Les agriculteurs ont leur place dans le référentiel agriculture raisonnée puisque celui-ci qualifie les pratiques et non les produits. Le marché du bio représente 7 % de la consommation de produits agricoles, 3 % étant produits en France. L'avenir du bio est assuré et l'agriculture raisonnée ne prendra pas cette place.

De la salle (Cécile Perruchot, responsable environnement dans un domaine viticole en Côte d'Or)

Notre domaine est qualifié agriculture raisonnée et certifié ISO 14001. Dans les formations agricoles, seuls des modules d'une semaine sont consacrés à l'agriculture raisonnée. Cet enseignement devrait pourtant être obligatoire.

De la salle (Jean-Philippe Braly, AGRO DISTRIBUTION)

Le thème du colloque est la différenciation par la preuve : est-il possible de communiquer des preuves chiffrées d'un meilleur respect de l'environnement grâce aux pratiques d'agriculture raisonnée par rapport à l'agriculture traditionnelle ?

Christiane LAMBERT

Sur notre exploitation qualifiée depuis trois ans mais en évolution depuis 14 ans, nous montrons avec plaisir que nous avons divisé par 5 la facture d'engrais minéraux/ha, en optimisant l'utilisation des engrais organiques issus de notre élevage. Sur l'ensemble de l'exploitation (80 ha), le coût du poste « amendement – engrais » a été diminué par 3 en 14 ans.

Nous observons également une évolution favorable des performances des animaux, nourris grâce aux cultures végétales de l'exploitation : meilleure teneur en muscle, animaux plus paisibles, moins d'infections urinaires, une meilleure valorisation des animaux... La traçabilité du cheptel nous permet d'améliorer les résultats technico-économiques de l'élevage. Ces éléments chiffrés montrent que notre démarche aboutit à des résultats.

Gilles THEVENET

La communication sur les bénéfices environnementaux est difficile car le nombre d'exploitations qualifiées est faible et l'impact environnemental ne peut donc pas être apparent ; par conséquent, ce nombre doit augmenter rapidement. Par ailleurs, si le référentiel apparaît peu exigeant, il peut en revanche être mis en œuvre par une grande majorité d'agriculteurs. Toutefois nous restons dans une logique de moyens (dont l'efficacité scientifique est certes avérée). La communication sur les avantages environnementaux viendra plus tard.

Aucun modèle phytosanitaire standard n'existe réellement, les traitements diffèrent chaque année. Le raisonnement a donc toute sa place car il justifie les interventions des agriculteurs non seulement sur le plan économique et technique mais aussi vis-à-vis du reste de la société.

Des indicateurs environnementaux restent à définir, mais ce sujet est complexe.

Le regard du grand témoin**Bertrand HERVIEU**

D'abord, un consensus fondamental émerge des débats : les questions de l'environnement et de la qualité sont présentes et non facultatives. En effet, la place de l'agriculture française en Europe et dans le monde est essentielle et cette tendance lourde et définitive se retrouve dans l'opinion et les politiques publiques. La construction d'une pédagogie positive au regard de l'environnement et de la qualité est un travail colossal au cœur duquel la qualification prend sa place.

Ensuite, la question de la diversité des modes de production en agriculture et la volonté de les faire coexister ont également été soulevées à maintes reprises. Ces éléments demandent à leur tour un travail de pédagogie, d'animation, de compréhension réciproque... Des modes de productions simplifiés seraient plus faciles à gérer mais nous avons besoin de diversité pour construire une stratégie nationale et internationale.

Enfin, pour faire évoluer l'agriculture française, un vrai mouvement social est nécessaire. La modernisation de l'agriculture française à l'issue de la seconde guerre mondiale est partie d'un mouvement social du monde agricole et de l'émulation entre les agriculteurs formés par l'Eglise catholique et ceux formés par la République. Aujourd'hui, le contexte idéologique est d'une autre nature : il faut inventer le catalyseur de ce nouveau mouvement social et FARRE est un lieu pour cela. Le succès viendra de la capacité ou non à construire le pont entre les acteurs du monde agricole et l'opinion. De ce point de vue, je souhaite voir disparaître le concept d'exploitation professionnelle des

nomenclatures et des discours professionnels, politiques et scientifiques. Selon ce dernier, la France compterait 280 000 exploitations (voire 200 000 demain). Que sont les autres sinon des professionnels ?

Allocutions de clôture

Plus que jamais, l'agriculture a besoin de la recherche !

BERNARD GUIDEZ
Président de FARRE

[Texte intégral]

Monsieur le directeur, vous constatez que nos débats sont toujours aussi vifs et passionnants. Nous regrettons l'absence de monsieur le Ministre mais c'est avec un réel plaisir que nous vous accueillons aujourd'hui et pour la première fois à nos rencontres FARRE de l'agriculture raisonnée. Votre présence, ici, après celle du ministre de l'Agriculture qui a ouvert tout à l'heure nos travaux, démontre que le travail de notre association est reconnu et que FARRE est un acteur crédible pour aider les agriculteurs à mieux insérer l'environnement dans leurs pratiques et contribue à donner une image de modernité et d'ouverture de notre profession.

La spécificité de FARRE, monsieur le Directeur, c'est en effet sa culture du changement pour le progrès, son réseau de « fermes de rencontres » et la conviction de ses membres que rien de durable ne se construit sans la confrontation préalable d'idées. C'est dans cet état d'esprit que nous vous accueillons aujourd'hui, pour ces 10^e rencontres et je vous remercie de vous prêter à cet exercice.

Car notre invitation n'a rien d'anodine !

En invitant pour la première fois le ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, nous voulons d'abord montrer que nous n'acceptons pas le procès d'intention qui est fait à la recherche et au progrès scientifique. Nous voulons signifier à tous les partisans de la « décroissance » que l'agriculture française ne serait pas l'une des plus puissantes du monde sans l'extraordinaire apport de la science et de ses chercheurs.

Un agriculteur français permettait de nourrir 5 personnes en 1945 ; il en nourrit aujourd'hui 60. Faut-il avoir honte de cette croissance alors que les démographes nous annoncent que notre planète va être confrontée à la plus forte augmentation de population de son histoire ? Même si ce développement nécessite d'être corrigé au regard des défis environnementaux qui assaillent notre planète, **la solution ne passe pas par une sanctuarisation de l'environnement au détriment de la production mais bien par un travail d'identification et de réduction des impacts sur l'environnement.**

Nous souhaitons donc que notre pays cesse de se singulariser par son opposition systématique au progrès scientifique et technologique mais accentue ses travaux de recherche pour nous aider à améliorer nos pratiques.

La deuxième raison qui motive notre invitation s'appuie sur un constat : **jamais dans l'histoire de l'agriculture, nous n'avons eu autant besoin de recherche, aussi bien publique que privée, et d'innovation pour éclairer notre avenir et pour démêler la complexité qui entoure le métier d'agriculteur.**

❖ La relation agriculture – société

Le premier élément de cette complexité est la relation de l'agriculture avec la société, largement évoquée au cours des débats.

L'agriculture n'est plus un secteur à part : les évolutions de ces dernières années en matière de politique agricole et d'affectation des soutiens publics, la diversité des attentes exprimées à l'égard de l'agriculture, la mise en oeuvre de la multifonctionnalité, placent désormais le secteur agricole au cœur des interrogations de notre société et engendrent parfois des contestations dont il convient de tenir compte.

L'exception agricole a donc vécu. Et nous devons plus que toute autre profession nous livrer à un travail en profondeur sur notre nouvelle utilité collective, c'est-à-dire la création de valeur que nous partageons avec le reste de la société.

Hier, cette création de valeur s'exprimait quantitativement (avec des quintaux de céréales, des kilos de viande ou des litres de lait...) et sur des besoins vitaux. Aujourd'hui, c'est la composante immatérielle qui fait la différence et qui intéresse le citoyen-consommateur : la qualité de vie, la santé, le bien-être, le plaisir.

Hier, il fallait produire pour nourrir, aujourd'hui et encore plus demain il faudra produire pour séduire.

❖ L'instabilité des marchés

Le second élément de cette complexité est l'extraordinaire instabilité qui règne sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires.

Le nouvel échec de l'OMC à Genève pour tenter de conclure le cycle de Doha vient d'ailleurs d'illustrer une nouvelle fois à quel point la régulation de ces échanges est difficile à réaliser. La montée en puissance de nouveaux pays exportateurs comme le Brésil, l'Argentine ou l'Inde bouscule les positions dominantes et instaure de nouveaux rapports de force qui remettent en cause la suprématie des anciennes puissances exportatrices.

Décidés à valoriser à leur tour leurs avantages comparatifs, ces nouveaux pays exacerbent, par leur entrée en scène, les tensions commerciales et, telle une partie de billard, déplacent les centres de gravité, de production et d'exportation vers les pays émergents.

Pour la France, deuxième pays exportateur de produits agricoles transformés dans le monde, une telle instabilité n'est pas sans conséquence pour les producteurs : la variabilité des prix, l'absence de lisibilité et les réformes successives de la PAC qui en découlent, tétanisent les agriculteurs et perturbent leur capacité d'initiative et d'innovation.

L'autre versant de la libéralisation effrénée qui caractérise la mondialisation, c'est **l'apparition d'entreprises mondiales géantes qui exercent, du fait de leur taille, un pouvoir de vie ou de mort sur leurs fournisseurs dans le monde entier.**

L'exemple le plus édifiant nous est fourni par la firme américaine WALL MART dont quelques chiffres suffisent à donner le tournis : avec un chiffre d'affaires de 350 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB de l'Arabie Saoudite, le leader mondial de la distribution agroalimentaire emploie 1,8 millions de personnes et possède 6 640 magasins dans 15 pays. Chaque semaine, plus de 175 millions de personnes dans le monde passent devant une caisse WALL MART. Le poids macroéconomique de cette entreprise est tel qu'on estime qu'elle a permis de réduire l'inflation de 3 % aux Etats-Unis entre 1985 et 2004, grâce notamment à une politique de délocalisation à marche forcée.

Mon propos n'est pas ici de faire le procès de cette entreprise mais force est de constater que si la « wallmartisation », comme la nomment certains, se généralisait en Europe, il ne fait aucun doute que l'ensemble des producteurs européens deviendrait les nouveaux mineurs de fond du 21^e siècle.

❖ *Le bouillonnement d'initiatives*

Enfin le troisième élément de cette complexité, plus positif, est le formidable bouillonnement d'initiatives qui est en train d'éclorre autour des nouvelles énergies et valorisations issues des matières premières agricoles.

Qu'il s'agisse des débouchés non alimentaires, avec la biomasse, le développement des biocarburants et tous les produits issus de la chimie verte ; qu'il s'agisse aussi des nouveaux services rendus par l'agriculteur tels que l'épandage des boues urbaines, le compostage des déchets, la mise en place de jachères apicoles ou faunistiques... : tout laisse à penser que **nous sommes à la veille d'une seconde révolution agricole**, moins silencieuse que la précédente tant les conséquences qui en découlent interfèrent sur l'avenir de notre économie.

Un seul exemple : l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) estime que la biomasse représente un potentiel de 50 millions de tonnes équivalent pétrole, soit près de 15 % de l'énergie nationale. Avec le don de la formule qui la caractérise, Christiane Lambert, notre ancienne présidente, résume bien la situation en indiquant qu'avec la production d'énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre, « l'agriculture est d'avantage porteuse de solutions que de pollution ». Je la félicite pour la Légion d'honneur qu'elle a reçu des mains du président de la République : cet honneur lui appartient en totalité mais rejaillit aussi sur FARRE. Je souligne également la vivacité et l'optimisme qui caractérisent toujours Christiane.

Comme vous pouvez le constater, monsieur le Directeur, les enjeux de l'agriculture ne sont pas minces et **être agriculteur en 2007 nécessite une capacité d'adaptation hors du commun**. Face à ces défis nouveaux, face à cette complexité, les agriculteurs de notre réseau ne bénéficient d'aucun avantage particulier. Ils passent même beaucoup de leur temps à expliquer l'évolution de leurs pratiques.

Mais chacun de nous l'aura compris en écoutant Yves, Philippe, Lionel et Georgia, les agriculteurs FARRE se singularisent par leur attitude et par une posture : celle d'avoir acquis **la conviction que les contraintes d'aujourd'hui sont les opportunités de demain**.

Pour reprendre une expression de notre président du conseil scientifique Gilles Thévenet, à qui j'adresse un grand merci pour son travail au sein de notre association, je dirais que les agriculteurs FARRE se comportent comme de véritables judokas : ils exercent leur métier avec souplesse et utilisent leur énergie avec un maximum d'efficacité pour agir et rebondir face aux assauts de l'adversaire.

C'est cet état d'esprit du judoka fait de réactivité, d'anticipation et d'innovation que nous voulons encourager car l'agriculteur de demain devra jongler avec les productions, les investissements, les marchés internationaux et les dernières avancées de l'agronomie ou de la génétique. Il sera de moins en moins cantonné dans son rôle de producteur de biens alimentaires et se comportera de plus en plus comme un entrepreneur. Il devra donc acquérir de nouveaux savoir-faire techniques, commerciaux et managériaux.

Un gros effort doit donc être fait pour aider les agriculteurs à passer ce cap, à acquérir davantage d'autonomie et de responsabilité dans l'exercice de leur métier. Car c'est là que le bat blesse, monsieur le Directeur, alors qu'il faudrait desserrer les contraintes, travailler sur les risques, ouvrir les portes et les

fenêtres pour revivifier la politique agricole, les agriculteurs ont vraiment l'impression d'être devenus une profession sous haute surveillance.

N'y a-t-il pas d'autres solutions que d'empiler les réglementations, les directives les unes sur les autres ? N'y a-t-il pas le moyen de créer de l'emploi en redonnant de l'initiative et en favorisant l'innovation dans nos exploitations ?

A FARRE, nous avons cet optimisme de la volonté et c'est notamment pour cela que nous avons publié un livre qui sortira en librairie le 15 février et qui s'intitule *Écoutons les agriculteurs raisonner*. Cet ouvrage qui relate le parcours de 12 agriculteurs qualifiés au titre de l'agriculture raisonnée de notre réseau est la démonstration que chaque exploitation recèle de projets et de modernité. Un apiculteur déplace ses ruches dans les plaines du Lauragais pour féconder les cultures et pour nourrir ses abeilles, un céréalier plante des haies pour entretenir la biodiversité faunistique et réaménager le parcellaire de son exploitation, un vigneron invente une machine à trier les baies de son raisin et économise ainsi des traitements contre le botrytis.

Ces trois exemples, parmi tant d'autres comme les témoignages que nous avons entendus en début d'après-midi, suffisent à démontrer que les agriculteurs investissent de plus en plus dans le prolongement de leur acte de production et qu'ils se comportent comme de véritables « **concepteurs de projets** », pour reprendre une expression de Philippe Lacombe. La politique agricole doit donc beaucoup mieux prendre en compte cette évolution et accepter de reconsidérer que **les règlements sectoriels ne sont plus adaptés à cette situation**.

De même, au sein de la profession, nous devons balayer devant notre porte et décroiser nos schémas de pensée en arrêtant notamment de construire des cahiers des charges, les uns à côté des autres.

Sur le dossier des biocarburants par exemple, faut-il inventer un cahier des charges spécifique et au rabais pour un colza non alimentaire et un autre pour un colza alimentaire ? Si nous faisons cela, nous faisons fausse route et nous risquons d'attiser les critiques de ceux qui remettent en cause l'éco-bilan des biocarburants.

Ce qu'il faut, c'est un socle commun qui définit le comportement global sur l'ensemble de l'exploitation pour que les agriculteurs puissent démontrer à tous ceux qui veulent en avoir la preuve qu'ils travaillent correctement, dans la transparence et ce quel que soit le type de production.

Cette base, elle existe, s'appelle la qualification agriculture raisonnée ; elle est validée par l'Etat et est délivrée par des organismes certificateurs indépendants. Ensuite libre à chacun d'investir sur la différenciation de son choix en fonction des demandes spécifiques de ses clients.

Lorsque RENAULT ou PEUGEOT créent un nouveau modèle, ils cherchent certes à le différencier de ses concurrents par son design ou ses options. Mais au départ, tous les véhicules passent par un processus de fabrication identique : la démarche qualité ISO 9002 qui atteste d'une fiabilité et d'une traçabilité reconnue.

En matière de production alimentaire, l'enjeu de la traçabilité est encore plus important car il concerne directement la santé du consommateur mais il permet aussi de plus en plus à l'industriel d'en faire un argument marketing.

Ainsi dans l'avenir, avec la mise en place de la nouvelle génération des codes barre, la traçabilité va prendre une importance capitale. Certains industriels travaillent déjà avec des universités comme celle de Nice Sophia-Antipolis pour que le consommateur puisse, à l'aide de son téléphone portable, lire des informations qui concernent bien sûr l'origine du produit mais aussi les coordonnées du producteur, de sa coopérative ou de son groupement, et via Internet, puisse visualiser une galerie de photos du lieu de production. Au-delà des contraintes de l'enregistrement de nos pratiques, n'y a-t-il pas là une formidable capacité de différenciation pour nous qui entretenons les paysages et travaillons avec le vivant, de moderniser l'image de nos terroirs et de fidéliser des clients ?

Pour autant, nous le savons, la qualification n'est qu'une étape car la montée en puissance des normes et de la réglementation européenne ne s'inversera pas. Il nous faut donc préparer l'avenir et ne pas rester figer sur notre référentiel.

C'est pourquoi nous avons mis en place depuis 3 ans à FARRE, une démarche de spécialisation de notre réseau d'agriculteurs sur différentes thématiques de l'agriculture raisonnée en relation avec des partenaires qui sont spécialistes dans leur domaine.

Cette démarche concerne quatre domaines d'approfondissement :

- les bonnes pratiques de protection des cultures avec l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP)
- les bonnes pratiques de gestion des sols et de la fertilisation avec l'Union des industries de la fertilisation (UNIFA)
- le maintien voire l'amélioration de la biodiversité en milieu rural avec la Ligue de protection des oiseaux (LPO) et la fédération nationale d'agriculture biologique
- la santé et la sécurité au travail avec la Mutualité sociale agricole (MSA).

Deux autres domaines seront traités dès le début de l'année avec nos partenaires du Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA) sur la contribution du machinisme à l'environnement et sur l'évolution du métier de céréalier avec l'organisation « Passions céréales ».

Ces réseaux de spécialisation poursuivent trois objectifs :

Tout d'abord, être **un espace d'échanges et de progrès** avec la volonté de transférer les informations auprès des autres agriculteurs au sein de la profession.

Ensuite être **un espace de communication** car les exploitations sont sollicitées pour des actions de sensibilisation auprès du public agricole et non agricole.

Enfin être **un espace d'expérimentation**, notamment pour le réseau biodiversité, puisque les agriculteurs participent à un programme « agriculture et biodiversité » qui permettra d'identifier les actions qui peuvent améliorer la diversité biologique sur une exploitation avec un suivi d'indicateurs scientifiques dans chaque ferme.

Ces « laboratoires d'idées » nous permettent d'approfondir et d'anticiper sur des sujets spécialisés et pointus et de faire évoluer la démarche agriculture raisonnée dans le sens du progrès. Ainsi, nous amenons la preuve au quotidien que l'agriculture raisonnée est bien autre chose que le simple respect de la réglementation. C'est **un outil de gestion et de maîtrise de son entreprise dans une dynamique d'adaptation**.

Monsieur le Directeur, l'année 2006 marque le basculement de la population mondiale vers l'urbanisation puisque pour la première fois, le monde compte plus d'urbains que de ruraux. En ce début d'année, je formule le vœux que 2007 nous démontre que le monde a plus que jamais besoin de ses paysans. Nous sommes prêts à assumer notre rôle avec lucidité et courage. Et comme disait Jean Jaurès, tarnais comme moi, « le courage, c'est aller à l'idéal et comprendre le réel ».

Je vous remercie.

Une agriculture plus productive et plus respectueuse de l'écosystème

GILLES BLOCK

Directeur de l'Innovation et de la Recherche au ministère de la Recherche

[Texte intégral]

François Goulard n'a pu se libérer d'une obligation à Toulouse aujourd'hui. Il m'a donc chargé de vous transmettre ses vifs regrets, mais surtout de vous faire partager sa vision des questions dont vous avez débattu lors de ces 10^e rencontres FARRE de l'agriculture raisonnée.

La première réflexion que je voudrais vous faire partager concerne la production agricole elle-même, pas seulement au niveau français, mais aussi sur le plan mondial. Il semble aujourd'hui assez commun de fustiger l'agriculture dite « productiviste ». La connotation négative qu'a pris progressivement ce terme ne doit cependant pas nous faire oublier que **l'agriculture devra impérativement répondre** dans les prochaines décennies **à des défis d'une ampleur inconnue jusqu'ici, précisément en termes de productivité**. Cette agriculture doit nourrir une population mondiale qui va inéluctablement s'accroître, de l'ordre d'un tiers d'ici à 2050. Et cela dans un environnement et un écosystème global, qui n'est plus extensible comme il a pu l'être à d'autres époques, quand on découvrait encore de nouveaux espaces terrestres à exploiter.

Souvenons-nous aussi que dans la France du début du 20^e siècle comme l'a rappelé le président Guidez, la population active était largement occupée par l'agriculture. Cela signifie également que les autres activités économiques et industrielles se sont développées grâce aux progrès considérables de la productivité agricole, laissant ainsi la place aux autres secteurs. Ainsi que le disait également Bertrand Guidez, la capacité de production par agriculteur s'est largement améliorée depuis 1950. Et j'ajoute que parallèlement le coût de cette production a été divisé par deux.

Ces progrès tout à fait remarquables doivent évidemment beaucoup à la recherche et surtout à la diffusion efficace de ses résultats dans le monde agricole. Sur le long terme, ces progrès devront non seulement être poursuivis mais encore intensifiés. Et en même temps, il est clair pour nous tous aujourd'hui que l'agriculture ne doit pas porter atteinte à l'environnement comme elle a pu le faire, ici et là, jusqu'à une époque récente, époque qui doit désormais appartenir au passé.

En ce début de 21^e siècle par conséquent, la donne est définitivement modifiée. Nous avons pris conscience du caractère fermé de notre écosystème « Terre ». Nous avons pris conscience des conséquences insupportables et à terme, d'une exploitation excessive des ressources qu'offre ce

système. Nous avons pris conscience du temps nécessaire au renouvellement des ressources renouvelables, de la limitation des terres cultivables et de celle des ressources en eau...

Nous envisageons désormais une **agriculture qui s'adapte à ces limites, une agriculture qui doit apprendre à produire plus sans rien coûter à notre écosystème...** une agriculture qui pourra même participer à la restauration des zones particulièrement dégradées.

C'est pourquoi le concept d'agriculture raisonnée que vous faites vivre avec FARRE depuis près de quinze ans, nous apparaît comme particulièrement pertinent. Ce concept nous invite à relever ce défi majeur d'une agriculture toujours plus performante, mais qui sait aussi rester en équilibre durable avec son environnement physique, biologique et même sociétal.

Je suis pour ma part tout à fait optimiste quand je regarde l'excellence de notre recherche scientifique et technologique, de notre recherche agronomique en particulier, portée au plan national par l'ANR notamment. Cette recherche développe en ce moment même des ressources nouvelles et des outils méthodologiques tout à fait remarquables pour une compréhension globale des phénomènes et pour leur modélisation, pour la conception de plantes nouvelles en s'aidant des biotechnologies ou pour le développement de systèmes d'élevage mieux intégrés à l'environnement.

En simplifiant beaucoup, je dirais qu'il nous faut désormais apprendre à faire plus avec moins, voire beaucoup moins... en termes d'eau, d'engrais, de pesticides, afin de mieux préserver notre environnement de dégradations irréversibles.

Mais quand je vois par exemple qu'un hectare de blé reçoit aujourd'hui huit fois moins d'herbicides qu'il y a 20 ans et cela avec un rendement toujours en progression, je suis convaincu que nous sommes vraiment sur la bonne voie. **Et je reste décidément confiant dans la capacité de notre recherche, dans toutes ses composantes, à promouvoir une agriculture effectivement durable et toujours plus compétitive**, grâce à des améliorations incrémentales et grâce à des ruptures technologiques futures, en vue desquelles nous devons maintenir notre effort.

Comme vous le savez, le Gouvernement a souhaité consacrer notre recherche comme une priorité nationale de premier plan et a engagé depuis deux ans un effort considérable en sa faveur. Outre les moyens nouveaux et significatifs qui lui sont attribués, le premier effort est un effort de modernisation de notre système de recherche, notamment par le moyen d'institutions nouvelles, comme l'Agence nationale de la recherche, dont l'abréviation « ANR » est déjà bien établie dans le paysage.

Cette nouvelle agence qui attribue des moyens largement augmentés dans une logique de projets, a consacré dès sa première année 10 % de sa programmation aux thématiques liées aux écosystèmes et au développement durable, à travers des actions thématiques qui sont directement liées à vos préoccupations : agriculture et développement durable, alimentation et nutrition humaines, climats et milieux, biodiversité, génomique animale, végétale et microbienne, plantes génétiquement modifiées... L'offre de recherche s'est ainsi considérablement enrichie depuis deux ans.

En 2007, de nouvelles priorités thématiques liées aux bioressources renouvelables, notamment dans les domaines des bioénergies, des biocarburants et de la chimie verte, seront ouvertes à l'ANR. Ces nouvelles priorités dessinent des perspectives capitales pour l'agriculture de demain.

Dans la même dynamique, au niveau européen, le 7^e programme cadre de recherche et développement a retenu une priorité intitulée « Agriculture, Environnement et Biotechnologies ». Cette priorité permettra aux équipes nationales et européennes de progresser ensemble dans ces domaines porteurs.

Je suis également optimiste quant à notre capacité à valoriser rapidement les résultats de la recherche amont, grâce aux partenariats de plus en plus nombreux qui se créent avec la recherche de terrain que mènent nos centres et instituts techniques, les chambres d'agriculture, les organisations professionnelles... avec bien sûr la forte implication des agriculteurs eux-mêmes. Ces partenariats confèrent à notre système de recherche et de développement, dans le domaine de l'agriculture, une réactivité et une crédibilité, en termes d'impact sur l'évolution des pratiques, que bien des pays peuvent nous envier.

Ainsi, le réseau des exploitations agricoles réunies dans FARRE constitue pour notre pays une capacité très précieuse pour tester en vraie grandeur et en temps réel, les innovations technologiques du domaine, ce qui fait de ce réseau l'un des moteurs essentiels de cette chaîne créatrice de progrès. De plus, vous avez su vous associer aux initiatives européennes de même nature, au sein de l'*European initiative for sustainable development of Agriculture* (EISA) : ceci nous donne évidemment une capacité d'harmonisation et de diffusion rapide de ces progrès à l'échelle du continent, ce dont nous devons nous féliciter dans une perspective globale de la protection de l'environnement.

Pour terminer, je voudrais m'associer au président Guidez pour féliciter Christiane Lambert, présidente sortante de FARRE. La distinction de Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur doit, je crois, encourager l'ensemble de votre communauté à poursuivre sur la voie tracée.

Je vous remercie pour votre attention.

SIGLES

AFICAR : Agence française d'information et de communication agricole et rurale
AMAP : Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne
ANR : Agence nationale de la recherche
AOC : Appellation d'origine contrôlée
CEVIPOF : Centre de recherches politiques de sciences Po
CIHEAM : Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes
CNAR : Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations
CNNE : Crédit mutuel Nord Europe
CNRS : Centre national de recherche scientifique
CTE : Contrats territoriaux d'exploitation
CUMA : Coopérative d'utilisation de matériel agricole
EARL : Exploitation agricole à responsabilité limitée
EISA : European initiative for sustainable development in Agriculture
FARRE : Forum de l'agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement
FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles
GAEC : Groupement agricole d'exploitation en commun
GDA : Groupement de développement agricole
GEFA : Gestion étude fiscalité agricole
INRA : Institut national de recherche agronomique
LPO : Ligue pour la protection des oiseaux
MSA : Mutualité sociale agricole
OMC : Organisation mondiale du commerce
PAC : Politique agricole commune
PLU : Plan local d'urbanisme
SAU : Surface agricole utile
SCEA : Société civile d'exploitation agricole
SCI : Société civile immobilière
SYGMA : Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles
UIPP : Union des industries de la protection des plantes
UNIFA : Union des industries de la fertilisation

Synthèse des 10^e rencontres FARRE de l'agriculture raisonnée
Paris - 8 janvier 2007

© FARRE 2007

Réalisation :

AVERTI
La rédaction par des experts

E-mail : contact@averti.fr
Téléphone : 03 20 13 02 02
www.averti.fr